

# **Chapitre 4**

## **Schéma directeur**



## Chapitre 4 Schéma directeur

### 4-1 Généralités

La République de Guinée a obtenu son indépendance éclair de la France en 1958 sous la conduite de Sékou Touré, son leader visant une rénovation radicale-socialiste, a tourné le dos aux pays capitalistes occidentaux, à commencer par la France, et s'est rapproché du communisme de l'Est, qui était la force rivale. L'ex-URSS s'est intéressée aux ressources souterraines abondantes de la Guinée, et a fait des investissements répétés en vue de leur développement. Deux ans après l'indépendance de la Guinée, ce fut l'année 1960, appelée « l'Aube de l'Afrique », où les autres pays francophones voisins se sont eux aussi libérés calmement du système colonial français, et ont commencé un développement socio-économique centré sur l'agriculture. Toutes ces anciennes colonies françaises, sauf la Guinée ont formé une zone monétaire régionale unique basée sur le Franc CFA liée par taux fixe au Franc français, et ont maintenu des relations étroites avec la France. La Guinée pour sa part a continué sur sa voie d'un développement socio-économique original. Ce système croyant dans le socialisme a vu son terme avec la mort par maladie du Président Sékou Touré en 1985, et la Seconde République fondée cette année-là sous direction du Président Lansana Conté a opté pour une politique ayant les pays capitalistes occidentaux pour partenaires du développement économique. Ce changement de politique a encore été accéléré par la destruction du bloc communiste à partir du début de l'années 1990. Mais cela ne s'est soldé que par le passage de l'initiative du développement économique des pays de l'Est aux pays occidentaux, et n'a rien changé à la structure de base de l'économie dépendant des ressources, et principalement des mines, s'appuyant sur des capitaux étrangers.

La Guinée est connue pour ses abondantes richesses minières enfouies, comme l'or et les diamants, et surtout ses réserves de bauxite qui la classent au 3ème du monde, mais elle est aussi relativement avantagée sur le plan des ressources halieutiques. La longueur totale de ses côtes est de 300 km, mais la superficie du plateau continental jusqu'à une profondeur de 200 m est de 43.000 km<sup>2</sup>, soit le plus grand d'Afrique Occidentale. Et ceux qui se sont intéressés au développement de ces énormes ressources halieutiques, ironie du sort, ce ne sont pas les Guinéens eux-mêmes. Les ressources en crevettes et poissons benthiques du plateau continental ont été développées par les flottilles de pêche russes pendant l'ancien système, puis après le passage au système actuel, par les navires de pêche occidentaux et chinois. De plus, les ressources de la pêche artisanale du littoral ont été développées par des Sierra-Léonais, des Sénégalais, des Ghanéens etc., aux techniques de pêche très avancées. Les ethnies autochtones du littoral guinéen que sont les Sousous et les Bagas sont à l'origine des ethnies d'agriculteurs, qui ne pratiquaient quasiment pas la pêche. Au contact de ces pêcheurs étrangers migrants sur le littoral guinéen, les autochtones guinéens ont appris leurs techniques, et ont commencé eux-mêmes à pratiquer la pêche. Même à l'intérieur du pays, les Guinéens ne sont pas à l'origine un peuple de pêcheurs. L'Ethnie Malinké de Haute Guinée et les minorités ethniques de la Guinée Forestière sont tous des ethnies d'agriculteurs, les pêcheurs professionnels appelés Somonos venus du delta central du fleuve Niger (actuellement les environs de Mopti au Mali) se sont implantés et ont répandu la pêche fluviale. Aujourd'hui, les Guinéens jouent un rôle principal dans la pêche artisanale en Guinée, mais la différence dans les techniques de pêche avec les pays voisins est incontestable, et ils dépendent toujours des pays voisins pour l'introduction et l'acquisition de nouveaux engins et méthodes de pêche.

Le développement du secteur de la pêche artisanale a véritablement commencé en 1978

avec les capitaux et la coopération technique des pays occidentaux. La question à résoudre à ce moment-là était « l'augmentation de la production halieutique » pour la fourniture de protéines aux populations. Dans ce but, l'approche de développement adopté a été la motorisation des pirogues, ce qui a permis d'étendre les zones et les heures de pêche, et la fourniture d'engins de pêche efficaces adaptés à l'état de la mer et aux espèces de poissons capturées. Le Canada, l'Italie, le Japon etc. ont ensemble aidé la pêche artisanale selon cette approche. Ce qui a le plus contribué à résoudre cette question, c'est l'assistance du Japon insistant sur la fourniture d'équipements et la coopération technique pour la formation de techniciens dans cette approche. Depuis 1982, le Japon a par trois fois assuré une aide pour la motorisation des pirogues ainsi que la fourniture d'engins de pêche, ce qui a eu comme résultats provisoires le passage du taux de motorisation de 18 à 42% et le volume des captures de 19.000 à 47.000 t en 10 ans. Mais la hausse des prix des produits d'importation, suite à l'inflation sous Sili, la monnaie propre à la Guinée, puis l'effondrement du franc guinéen, a entravé l'achat de moteurs hors-bord (pièces y compris) et d'engins de pêche, et récemment, les fournitures de ces équipements par les pêcheurs, et le taux de motorisation et la production halieutique ont commencé à baisser. Il n'y a pas eu de fourniture d'équipements de pêche depuis 1996, parce que la série d'aides effectuées prévoyait des fournitures autonomes par la suite. Mais vu la situation ci-dessus, les pêcheurs n'ont pas les moyens de se pourvoir en équipements. Certains pêcheurs espèrent la fourniture d'équipements à bas prix dans le cadre de l'aide, l'achat des équipements au prix du marché n'est pas encore répandu.

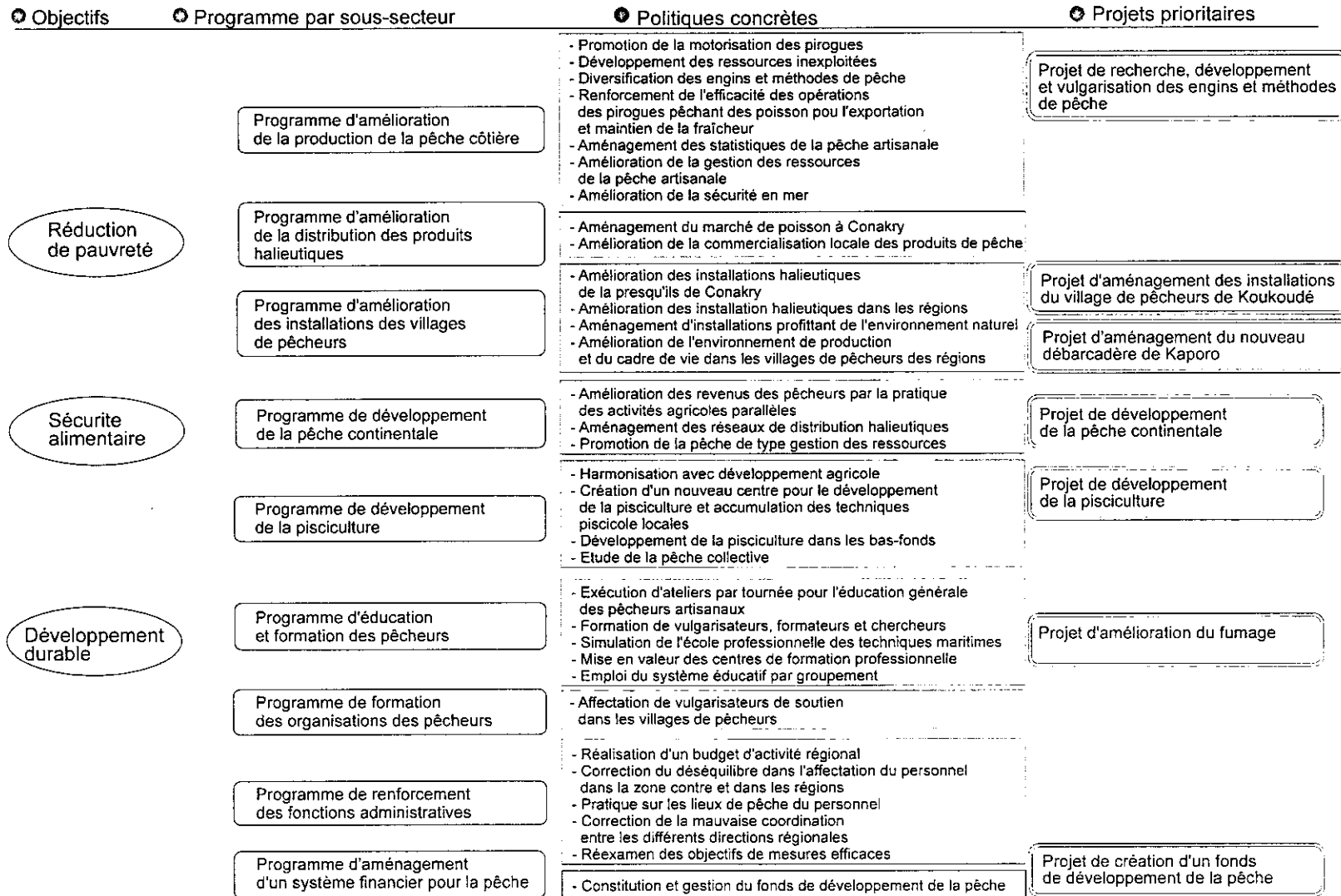
Depuis la fin des années 1980, l'ODEPAG (Office de Développement de la Pêche Artisanale et Aquaculture en Guinée) créé sur financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) a été le premier à adopter l'approche d'aménagement des débarcadères pour l'augmentation des captures. Autrement dit, même en cas de motorisation des pirogues et de fourniture des engins de pêche, si les installations de débarquement ne sont pas aménagées, les opérations de débarquement seront inefficaces et insalubres, ce qui empêchera de mettre les captures sans problème sur le réseau de distribution. L'ODEPAG a aménagé des installations de débarquement, telles que fabrique de glace, installations fonctionnelles de marché, station d'essence et installations d'alimentation en eau à trois emplacements dans Conakry et à Koukoudé dans la préfecture de Boffa.

Sur la base d'une série complète de mesures pour la motorisation des pirogues, la fourniture d'engins et équipements de pêche, l'aménagement d'installations de débarquement prises vers le milieu des années 1990, une tendance s'est renforcée au sein du gouvernement qui monologuait sur l'évaluation des plans de développement de la pêche, réalisés dans le passé, et sur l'orientation à donner au développement, et le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture a établi « Guinée, Vision 2010 » qui indique l'orientation du développement à moyen et long terme. Cette vision indique l'orientation de développement d'ensemble visant l'année 2010 pour tous les sous-secteurs de la pêche, à savoir la pêche artisanale au littoral, la pêche industrielle au large, la crevetticulture industrielle, la gestion des ressources, la pisciculture continentale, la pêche fluviale et le soutien au système de la pêche. Le Schéma directeur pour le développement de la pêche artisanale proposé dans la présente « Etude de développement de la pêche artisanale », suit cette orientation de base proposée par cette Vision, sauf pour la pêche industrielle et la pisciculture. A savoir, des propositions plus concrètes et plus réalisables seront faites pour les objectifs supérieurs du Schéma directeur définis : (1) approvisionnement stable en produits alimentaires et (2) développement économique durable.

A partir de la section suivante sont expliquées, en tant que conception par région, les

particularités de la zone concernée par l'ensemble de cette étude et l'approche de développement tirant avantage de ces particularités, puis dans la partie suivante, les détails des projets de développement par domaine sont indiqués. Figure 4-1 indique les priorités réciproques des projets par domaine et les zones concernées prévues, ainsi que leur positionnement dans le Schéma directeur du projet modèle indiqués dans la section finale

## Schématisation du Plan Directeur de développement de la pêche artisanale



La Figure 4-1 Structure du Schéma directeur pour le développement de la pêche artisanale et positionnement des projets prioritaires

L'exécution de ce Schéma directeur laisse espérer un développement de la pêche équilibré dans tout le pays, tenant compte des disparités économiques entre les régions. A savoir, le développement de chaque région tirera avantage de ses particularités, et aura des effets socio-économiques comme l'augmentation de la production alimentaire locale, la création d'emplois, voire la sédentarisation des habitants des villages. Cela correspond à la politique de base d'élimination de la centralisation et de développement régional poursuivie par le gouvernement. La pêche stimulée par région, couplée au développement de la distribution dans tout le pays, satisfera la consommation de produits halieutiques à tous les niveaux de consommation. Par ailleurs, cela contribuera largement à l'amélioration de leur niveau de vie et au renouvellement autonome des équipements de pêche des producteurs, forcés à une production plus importante sous l'effet de la demande de consommation élargie, pour lequel le prix au producteur sera amélioré dans la relation de l'offre et de la demande. Mais le développement attachant unilatéralement trop d'importance à la pêche aura une influence néfaste sur les ressources halieutiques et leur environnement, c'est pourquoi l'exécution de chaque projet devra se faire en pleine harmonie avec l'environnement. Les points importants à prendre en compte pour la concrétisation du scénario ci-dessus sont comme suit.

Pour maintenir et développer la production halieutique, la condition minimale obligatoire est la fourniture des équipements de pêche, qui sont les moyens de production. La fourniture des équipements fait problème sur les lieux de production de toutes les régions, mais cette situation doit être arrangée au préalable. Un système de crédit agricole existe déjà en Guinée, et la mise en place d'une politique d'appui par système de crédit etc. répondant aux besoins financiers des pêcheurs se basant sur ce système est requise. Il sera important de réaliser l'autonomie des pêcheurs, même sur le plan de la fourniture des équipements.

Le renforcement de la capacité de pêche et l'augmentation de la production ont pour condition préalable l'existence d'un stock en ressources permettant de les assurer. Selon les rapports existants sur les ressources, les poissons benthiques du littoral est dans un état d'exploitation excessive et le développement desdits poissons ne pourra pratiquement pas être renforcé à l'étape actuelle. Mais on peut croire qu'il existe une marge considérable pour les petits pélagiques. Le Schéma directeur de cette étude sera centré sur l'exploitation des ressources en petits pélagiques, et propose de renforcer la capacité de pêche par la promotion de la motorisation des pirogues, et l'introduction et la conversion à des méthodes de pêche plus efficaces.

Les ressources doivent être prises en considération tout en renforçant la capacité de pêche et la production. De bonnes pêcheries sont formées sur l'énorme plateau continental de la Guinée, mais l'état et les quantités des ressources en petits pélagiques ne sont pas saisies précisément. Non seulement des pirogues de pêche artisanale, mais aussi beaucoup de bateaux de pêche industrielle (bateaux de pêche étrangers) opèrent dans cette zone, et comme indiqué ci-dessus, il y a des rapports indiquant la pêche excessive d'une partie des ressources. Pour le développement de la pêche, la conservation des ressources et leur utilisation efficace durable sont des thèmes importants, la gestion de la pêche sur la base d'informations précises sur les ressources est indispensable. C'est pourquoi l'étude des ressources et la gestion de la pêche, y compris la formation des ressources humaines de ces domaines, sont des questions à traiter.

« Guinée, Vision 2010 » indique également la mise en place et le renforcement d'un système de surveillance de la pêche ayant pour objectif la gestion des ressources et leur

utilisation efficace durable. Alors qu'il existe des frictions avec les bateaux de pêche industrielle, par exemple la pêche illégale à moins de 10 milles marins du littoral, la destruction des engins de pêche et les collisions, des mesures d'amélioration doivent être prises dans ce sens, et aussi pour la conservation des ressources et le développement de la pêche artisanale ; mais il s'agit là d'une question concernant principalement la pêche industrielle. Non seulement la fourniture du point de vue matériel d'équipements de surveillance, mais une politique incluant la formation des ressources humaines, une application plus efficace du système d'observateurs actuel, la délivrance de licence de pêche, le prélèvement de droits de pêche etc. est souhaitable.

Une étude totale des installations de débarquement et des marchés qui permettront de livrer les produits halieutiques aux consommateurs, voire de l'aménagement des routes d'accès aux villages de pêcheurs sera faite en mettant en parallèle l'augmentation de la production halieutique et l'utilisation rationnelle des ressources. Ces opérations de pêche dépassant la sphère d'exécution du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, un aménagement prenant une perspective à long terme est nécessaire en collaboration avec les habitants des environs, les collectivités locales, ainsi que les ministères et agences concernés.

Du point de vue de l'approvisionnement stable en produits alimentaires et de la création d'emplois, il est nécessaire de développer non seulement la pêche côtière, mais aussi la pêche continentale et la pisciculture sur lesquelles les efforts de développement ont peu porté jusqu'à présent. En Haute Guinée et Guinée Forestière de l'intérieur, il est très difficile d'apprécier les bienfaits des abondantes ressources halieutiques du littoral, sauf Bonga fumé, à cause des conditions géographiques qui exigent un transport de longue durée. La consommation annuelle de poisson par personne se limite à environ 4 kg, l'approvisionnement est largement insuffisant par rapport à la demande importante. Ce Schéma directeur propose de stimuler largement la distribution des produits halieutiques dans la zone littorale et à l'intérieur du pays pour élargir la distribution des produits halieutiques dans tout le pays. Dans ce cadre, il propose d'augmenter la production halieutique et d'améliorer la distribution dans l'intérieur en tirant profit de son environnement naturel. Concrètement, on peut citer la promotion de la pisciculture extensive et une pêche de type cumulant l'agriculture en Haute Guinée. Il va sans dire que l'harmonie avec la nature sera toujours nécessaire pour le développement de la pêche parce que, dans l'intérieur, la surface des plans d'eau est beaucoup plus petite que sur le littoral, ce qui peut facilement mener à une dégradation de l'environnement naturel et affecter les activités de production.



## **4-2 Conception par région**

### **4-2-1 Région littorale des environs de Conakry**

La région métropolitaine de Conakry a la population la plus importante du pays (1,1 million d'hab., soit 15% du total), et constitue le premier marché de consommation. Les infrastructures sociales sont aménagées et comme l'aménagement des infrastructures de pêche progresse, la pêche dans la région de Conakry est la plus importante de Guinée par sa taille. De plus, à la différence des débarcadères et villages de pêcheurs régionaux, comme les besoins de consommation sont variés sur le grand marché de consommation local, et qu'il y a aussi une demande de poissons pour l'exportation, les espèces de poissons sont diverses et le pourcentage des poissons benthiques est plus important sur les débarcadères de cette région.

Le débarquement, la vente et la transformation etc. des captures, ainsi que la fourniture en glace des pirogues, sont assurés dans les installations de pêche des principaux débarcadères que sont Téminétaye, Bonfi, Dixinn, Boulbinet aménagées avec l'aide de la BAD et du Japon, mais il y a beaucoup de débarcadères non aménagés qui devront être aménagés petit à petit dans l'avenir.

La vente de poissons frais est largement pratiquée, mais actuellement, il n'y a pas d'installations de conservation au froid, aucune mesure n'est prise pour le maintien de la fraîcheur du poisson, et la distribution et la vente ont lieu dans des conditions insalubres. S'agissant d'un lieu de production en relation directe avec ce grand lieu de consommation, l'augmentation de la demande de poisson frais est prévue dans l'avenir, et il est nécessaire d'améliorer les conditions d'hygiène de distribution et vente du poisson frais et de fournir des poissons de meilleure qualité aux consommateurs.

### **4-2-2 Région littorale**

#### **(1) Boké**

La zone littorale de la préfecture de Boké est une énorme zone de mangroves comprenant un grand nombre d'îles. En dehors de Kamsar et des villages des environs, la plupart des débarcadères-villages de pêcheurs sont éparpillés sur les îles dont l'accès est difficile ou impossible du continent. Beaucoup sont des villages de petite dimension relativement récents, où les pirogues non-motorisées sont nombreuses. Par ailleurs, la zone maritime nord est une bonne pêcherie de bonga, etc. et les pirogues motorisées sont concentrées dans les villes de Katchek et Katastan de la zone nord proche des pêcheries, de grands débarcadères et villages sont formés, et les opérations de pêche centrées sur le bonga et le fumage des captures y prospèrent. Les poissons fumés produits dans les îles sont transportés par les distributeurs à Kamsar par embarcation de transport, débarqués, puis expédiés vers les marchés de l'intérieur du pays. Kamsar, une des plus grandes villes de Guinée (population de 50.000 habitants), est directement reliée aux grandes routes, et joue un rôle important en tant que base de production et de distribution des produits halieutiques. En dehors de la zone de Conakry, Kamsar est le seul débarcadère à infrastructures aménagées telles qu'alimentation en électricité et eau, proche de la ville. Profitant de ce contexte avantageux, il est essentiel pour toute la préfecture de Boké que Kamsar se développe encore en tant que base de production et de distribution des produits halieutiques, assure l'approvisionnement en poissons fumés, et aussi de poissons frais de tout le pays, le développement de la consommation sur place et à Boké, et assiste les petits villages de pêcheurs aux environs de Kamsar et promeuve la distribution. Et vu son importance en tant

que base de production de la pêche proche des pêcheries de la zone maritime nord, l'aménagement comme base de production de Katchek sur l'île de Katorak, qui jusqu'ici est restée en arrière du développement, est aussi important.

## (2) Boffa

Cette zone se situe au centre de la zone littorale de Guinée, et occupe environ 1/3 de la longueur de la ligne des côtes. Des villages petits et grands sont éparpillés le long des côtes, la zone se classe dans les 3 catégories suivantes du point de vue géographique et de l'accès.

### 1) Environs de Koukoudé (sous-préfectures de Tounifili et de Douprou)

Les groupes de villages de pêcheurs aux environs du Cap Verga sont proches des pêcheries allant du large de la préfecture de Boké au Nord au large du Cap Verga. Et le débarcadère-village de pêcheurs de Koukoudé est, parmi les plus grands du pays, le plus grand de la préfecture de Boffa, situé au nord du Cap Verga. L'état des routes est variable, mais l'accès à tous les villages est possible en voiture. Ici, il est jugé important de développer Koukoudé, proche des pêcheries allant du Cap Verga à la zone maritime nord, en tant que base de production-distribution et d'aménager et développer les villages de pêcheurs voisins. Concrètement, la fabrique de glace et la chambre froide actuelles de Koukoudé seront réparées, ce qui lui donnera les fonctions de débarcadère, et le village sera développé en tant que base de pêche pouvant accueillir des pirogues d'autres débarcadères comme Conakry.

### 2) Aval de Boffa

De petits villages de pêcheurs sont éparpillés dans la zone de mangroves aux environs de l'embouchure (Rio Pongo) en aval de Boffa. Et Sakama est un lieu de production important en tant que village de pêcheurs des îles. Tous les villages de pêcheurs sont inaccessibles de la terre, et la vente des produits et la fourniture en carburant et produits alimentaires se font tous en pirogue via Boffa. En aval de Boffa, le village de pêcheurs de Sakama sera développé, et la vente des produits et la fourniture en carburant et produits alimentaires à Boffa seront assistées.

### 3) District de Koba (sous-préfecture de Koba)

Dans cette zone, l'agriculture s'est développée, des villages de pêcheurs sont éparpillés sur le littoral où les rizières s'étendent dans l'arrière-pays. Taboriah, dans la partie nord de cette zone, est un important lieu de débarquement, et la base de distribution des villages voisins. Quelques villages de pêcheurs ont aussi disparu sous l'effet de l'ensablement sur la plage large et peu profonde. Le district de Koba, relativement proche de Conakry, se trouve à un emplacement propice à la distribution vers les marchés de Conakry. Cette zone sera développée en utilisant Taboriah comme débarcadère central, et l'assistance et la distribution seront assurées pour les petits villages voisins.

## (3) Dubréka/Coyah

La ligne côtière de cette zone est la plus courte parmi les préfectures côtières. De petits villages de pêcheurs sont éparpillés dans la zone de mangroves en aval du fleuve Konkouré dans la préfecture de Dubréka. En dehors de Soumba et des hameaux environnants, l'accès par la terre est impossible. Par ailleurs, la préfecture de Coyah ne donne pas directement sur l'Océan Atlantique, et la pêche y est minimale. Dans deux villages agricoles de l'intérieur au bord du fleuve, une partie des habitants pratiquent la pêche fluviale pendant la morte-saison de culture, ou bien mettent une ou deux heures pour aller pêcher à l'embouchure. Cette zone, la plus proche de la capitale, constitue aussi une plaque tournante du réseau routier de la zone

littorale à l'intérieur, et pratique pour la distribution. Les villages de pêcheurs voisins seront assistés en utilisant Soumba comme débarcadère central, et la distribution vers Conakry et les régions de l'intérieur sera aussi promue.

#### (4) Forécariah

C'est la zone à la frontière avec la Sierra Leone ; ici, la plupart des villages de pêcheurs se trouvent dans les zones de mangroves des îles, dont l'accès est impossible par la terre. Sur l'île de Kabak, les infrastructures sociales sont aménagées au point que des routes sont construites en relation avec le développement de l'agriculture, rizières etc. et un ferry permet le transport des véhicules. Les villages (Matakan, Konimodiah), à production relativement importante de la région de Forécariah, se situent également ici. Comme le trafic depuis les routes terrestres est possible, des sociétés de pêche de Conakry viennent aussi y acheter des produits. Dans les villages de pêcheurs de l'île de Kabak, on promouvra le développement de la production et de la distribution en utilisant la circulation routière, développera les villages de pêcheurs, et en fera une base de débarquement et de distribution pour les villages de pêcheurs du voisinage. Dans les villages de pêcheurs en dehors de l'île de Kabak, l'expédition et la vente des produits halieutiques, l'approvisionnement en produits d'utilisation courante se font par les marchés hebdomadaires de Gbéryire et Benti. Ce ne sont que des marchés hebdomadaires, mais ils ont pour fonction de soutenir la vie quotidienne et les activités de production des îles, et il est important de renforcer ces fonctions.

#### 4-2-3 Haute Guinée

Le bassin versant du fleuve Niger et de ses affluents en Haute Guinée couvre 170.000 km<sup>2</sup>, sur une longueur (fleuve lui-même et ses affluents) de 2.500 km paraît-il. Pendant la saison des pluies, le niveau d'eau monte, et une plaine d'inondation d'une surface totale de 100.000 ha, large de 2 à 3 km, se forme, et fournit ainsi aux animaux aquatiques un précieux lieu de reproduction. Par ailleurs, une fois l'eau retirée à la saison sèche, il reste d'innombrables flaques d'eau appelées mares dans la plaine d'inondation. Des animaux aquatiques utiles y subsistent, ce qui permet aux habitants du voisinage de capturer le poisson à l'occasion de la fête annuelle de la récolte, appelée Pêche Collective. Cet environnement fluvial crée environ 10.000 emplois pour quelque 2.000 pêcheurs appelés Somonos (pêcheurs professionnels), des agri-pêcheurs qui pêchent dans l'intervalle des activités agricoles, des femmes qui pêchent uniquement pour la consommation familiale, des fumeuses qui fument le poisson capturé, des mareyeurs qui transportent les captures jusqu'aux marchés, des détaillants qui vendent le poisson au marché, etc.

La Haute Guinée est une zone large qui correspond à 40% du pays, mais la saison sèche où il ne pleut pratiquement pas est longue par rapport aux autres régions, et comme l'arrière-pays est inondé pendant la saison des pluies, le maïs, l'arachide, le riz, le fonio etc. relativement résistants à la sécheresse sont plantés pour la consommation familiale, et le coton, en petite quantité, comme produit convertible en espèces. Il y a des mines d'or dans les préfectures de Siguiri et de Mandiana, exploitées à la manière artisanale ; mais il n'y a pas d'autre industrie notable, et presque tous les habitants sont agriculteurs, sauf les fonctionnaires urbaines et les commerçants. L'ethnie Malinké, dont les ancêtres sont arrivés il y a 1 à 2 siècles de Bamako et Mopti au Mali, est la plus importante. Les Somonos sont arrivés en Haute Guinée à la suite des Malinkés, et se sont installés dans les villages Malinké ou au bord de fleuves éloignés des villages Malinké.

Toutes les techniques de pêche fluviale ont été apportées du Mali. Les Somonos

guinéens ont appris beaucoup de techniques, par exemple les méthodes de pêche, mais il y a encore à proximité de la frontière malienne des villages où l'on demande la fabrication des pirogues à des fabricants de pirogues maliens. Les engins de pêche sont en principe tous importés, et les produits importés du Mali couvrent pratiquement tous les besoins pour la pêche fluviale. Cela parce que sur le plan géographique, Bamako est plus proche que Conakry, et que toutes sortes d'engins de pêche fluviale sont disponibles à Bamako.

La pêche fluviale s'est rapidement développée en Guinée au cours des 20 dernières années. Au début des années 1980, grâce à l'assistance à la pêche artisanale par les pays d'aide et bailleurs de fonds comme le Canada, l'Italie, le Japon, la BAD, Fonds Européen de développement (FED), il a été possible de se procurer des engins de pêche à bon marché, et le nombre de pêcheurs les utilisant a brutalement augmenté. Mais il n'y avait pas suffisamment de ressources pour fournir tous les pêcheurs dont le nombre avait augmenté, et beaucoup de pêcheurs ont été obligés de prendre des mesures d'autodéfense : de partir pêcher en amont du fleuve ou en Guinée Forestière, de pratiquer l'agriculture pendant la saison des pluies pour compléter le revenu de la pêche, parce que leur revenu de la pêche n'était pas conforme à leur investissement en équipement.

Les habitants aiment le poisson frais des fleuves et les poissons fumés, mais les quantités disponibles ne sont pas si importantes, ils dépendent des poissons congelés importés fournis par les chaînes industrielles comme SONIT et COTRAG. Même en incluant ces poissons congelés d'importation, la consommation annuelle de produits halieutiques par personne ne dépasse pas 5,6 kg (Kankan) et 3,5 kg (Siguiri), ce qui est très loin de la moyenne nationale de 13 kg par personne.

Vu la situation ci-dessus, trois points sont proposés dans le Schéma directeur de développement de la pêche continentale en Haute Guinée ayant pour année cible 2010 : 1) Diversification de la structure des revenus des pêcheurs par une aide à l'agriculture et réduction de l'intensité de pêche, 2) Aménagement des installations en relation avec la distribution et renforcement de la prise de conscience de la gestion des produits, et 3) Promotion de la pêche de type gestion des ressources en parallèle avec une assistance administrative. Les détails sont donnés dans 4-3-4 « Plan de développement de la pêche continentale », et seul un abrégé sera donné ici.

- 1) Diversification de la structure des revenus des pêcheurs par une aide à l'agriculture et réduction de l'intensité de pêche

Comme précité plus haut, actuellement presque tous les engins de pêche sont importés de Bamako. La pêche est florissante à Kankan et Siguiri etc. et dans les villes de taille économique relativement grande, il y a des marchands d'engins de pêche, qui vendent les engins de pêche sur paiement en liquide ou même crédit. A savoir, que la gamme des produits proposés soit importante ou non, des engins de pêche sont disponibles. Malgré cela, si la plupart des pêcheurs disent manquer d'engins de pêche, c'est qu'ils n'ont pas un revenu suffisant pour pouvoir acheter des engins de pêche. Et qu'une aide en engins de pêche aiderait à augmenter le revenu des pêcheurs, cela aura sans doute provisoirement de l'effet, mais au bout d'un ou deux ans (la vie de service des engins de pêche), cet effet s'affaiblira, ce qui encouragera la forte dépendance des pêcheurs des équipements de l'aide, et constitue donc un risque d'opération négative. C'est pourquoi, non seulement une aide en équipements, mais la diversification des revenus pour compléter le revenu instable de la pêche est nécessaire. Dans beaucoup de régions, le cumul avec l'agriculture est largement répandu, et il est jugé nécessaire dans l'avenir d'encourager le cumul de l'agriculture avec la pêche en collaboration

avec les activités des vulgarisateurs agricoles. Cela permettra en fin de compte de l'intensité de pêche, et devrait permettre d'orienter vers le maintien, voire l'amélioration, des ressources halieutiques des fleuves. De plus, même si le revenu de la pêche se stabilise, il est souhaitable d'étudier et de mettre en place un système incluant le microfinancement aux pêcheurs, pour qu'ils puissent assurer un approvisionnement stable en engins de pêche de meilleure qualité.

- 2) Aménagement des installations en relation avec la distribution et renforcement de la prise de conscience de la gestion des produits

En Haute Guinée, la consommation de produits halieutiques par habitant est très faible par rapport à la moyenne nationale, et les habitants souffrent chroniquement d'insuffisance en protéines animales. Dans les préfectures où les chaînes de vente des SONIT et COTRAG ne sont pas installées, cette tendance est évidente, et il est souhaitable de fournir sur les marchés les ressources fluviales limitées en grande quantité, de manière plus stable et moins cher. Mais les infrastructures sociales, comme l'électricité, ne sont pas aménagées, et vu le caractère ennuyeux de la pêche continentale pour la distribution (lieux de production non fixes et pêcheurs se déplaçant), il est normal que l'aménagement des installations et l'amélioration des techniques soient limités. Il est proposé d'aménager sur les bases de distribution ou les marchés de poisson des chambres froides au gaz, des chambres froides d'occasion, des entrepôts pour poissons fumés ou bien une fabrique de glace ou un congélateur à l'énergie solaire.

- 3) Promotion de la pêche de type gestion des ressources en parallèle avec une assistance administrative

La Direction préfectorale de la Direction Nationale de la Pêche Continentale et de l'Aquaculture (DNPCA) dans chaque préfecture est une petite organisation de 1 à 3 personnes, directeur y compris, et vu les difficultés financières du ministère, elle n'a aucun fonds pour ses activités. On espère de cette direction préfectorale la collecte de données statistiques, la répercussion de la politique du ministère sur les pêcheurs, mais elle n'est pas en mesure de mener à bien ces tâches.

Pour continuer à utiliser efficacement et durablement les ressources fluviales limitées dans l'avenir, il est nécessaire de prendre des mesures telles que la réglementation des engins de pêche, des pêcheries et des périodes de pêche. A ce moment-là, il sera nécessaire de créer un dialogue plus étroit entre l'administration et les pêcheurs et des relations de confiance. Il faudra alors que ces directions préfectorales soient consolidées du point des ressources humaines par du personnel possédant assez de techniques, connaissances et d'expérience, et du côté matériel par des véhicules de travail, des équipements de traitement des données. Le ministère devra pour cela assurer le matériel nécessaire et la formation du personnel des directions préfectorales.

#### **4-2-4 Guinée Forestière**

La consommation de poissons en Guinée Forestière repose en majeure partie sur le poisson congelé d'importation. Comme il faut compter les frais de transport depuis Conakry, le coût sur le marché du poisson congelé est de 1.300 FG/kg, contre 800 FG/kg à Conakry, soit plus de 60% plus cher. En Guinée Forestière, plus on s'éloigne de Conakry, plus cette tendance est forte. Les produits fumés de bongas pêchés sur le littoral sont aussi plus chers que dans les autres régions. Par ailleurs, il n'y a pas de grand fleuve comme le fleuve Niger, et la pêche fluviale n'y est généralement pas développée. C'est pourquoi la consommation annuelle de poissons par habitant en Guinée Forestière est estimée à environ 4 kg, ce qui en

fait la plus faible du pays. Mais la consommation de poisson étant supérieure à la consommation de viande, le poisson est aussi la source de protéines animales la plus précieuse pour les habitants de cette région. La faible consommation de produits halieutiques de cette zone, qui compte environ 1/4 de la population du pays, fait baisser le niveau de consommation moyen du pays. Il est nécessaire d'augmenter la consommation en Guinée Forestière plus que dans les autres régions pour améliorer la moyenne nationale de consommation de produits halieutiques d'habitants en Guinée.

Les ressources fluviales en poissons sont soutenues par les quantités de micro-organismes et de sels nutritifs fournis par la plaine d'inondation pendant l'inondation de la saison des pluies, et l'on peut généralement penser en principe qu'elles sont proportionnelles à la surface de la plaine d'inondation. Le fleuve Niger à pente d'écoulement douce a une plaine d'inondation large, les ressources en poissons sont abondantes, et la pêche continentale est développée en Haute Guinée. En comparaison, les fleuves de Guinée Forestière, qui sont les cours supérieurs de petits fleuves qui vont se jeter directement dans l'Océan Atlantique après avoir traversé les pays voisins, ont des ressources limitées, et ne laissent pas espérer un grand développement de la pêche continentale. On observe une tendance des pêcheurs professionnels du cours d'eau du fleuve Niger à se déplacer vers la Guinée Forestière à cause de la concurrence entre pêcheurs en Haute Guinée, et l'on peut se demander si, au cas où cette tendance se poursuivrait, les cours d'eau de fleuves de Guinée Forestière ont une marge de ressources halieutiques suffisante pour soutenir ces activités de pêche croissantes. De plus, même s'il s'agit d'un petit cours d'eau, ce sont tous des fleuves internationaux qui se jettent dans l'Océan Atlantique après avoir traversé les pays voisins. Beaucoup d'espèces de poissons remontent saisonnièrement le courant (surtout pendant la saison des pluies) pour pondre en amont du fleuve, et la capture de ces poissons n'est pas souhaitable du point de vue de la gestion des ressources. Du point de vue de la quantité des ressources fluviales et de la gestion des ressources, assurer la consommation de poisson en Guinée Forestière par le développement de la pêche continentale ne semble pas être une bonne politique.

Il est possible d'améliorer la consommation à l'intérieur du pays en transportant en Guinée Forestière du poisson bon marché capturé dans d'autres régions, comme la région littorale, en améliorant les structures de distribution. Les deux sociétés SONIT et COTRAG ont le monopole de la fourniture de poissons congelés dans le pays, et même dans les régions les plus reculées comme les préfectures de N'zérékoré, Yomou, Lola, dans les zones reliées aux routes principales, la consommation de poisson congelé est générale. Dans les villes, où les salariés sont nombreux, et où les activités commerciales sont développées, la demande de poissons congelés et frais est élevée, alors que l'approvisionnement par production dans la zone est actuellement minime, par les captures de la pêche fluviale et les poissons d'élevage de la pisciculture continentale, est très insuffisant ; il est évident que si l'approvisionnement d'autres régions par aménagement et modernisation du secteur de la distribution des produits halieutiques augmente, la consommation régionale augmentera aussi. Toutefois, au niveau de la vente au détail, le principe du marché avec un grand nombre de sociétés de très petite envergure s'applique, et l'on observe un équilibre entre la consommation et la demande ; comme le volume total actuellement consommé est limité par le pouvoir d'achat, la baisse des prix est requise pour développer la consommation. On peut penser au développement d'un nouveau réseau de transformation et de distribution de congélation des poissons capturés par le secteur de la pêche artisanale du pays, et à la stimulation du marché du poisson congelé actuellement sous monopole en favorisant du point de vue politique la participation de nouvelles sociétés de congélation.

Beaucoup des poissons fumés, obtenus après transformation des captures du secteur de la pêche artisanale dans les villages du littoral, sont vendus sur les marchés régionaux après leur transport dans le pays par de très petits distributeurs (beaucoup de femmes). Il n'y a pas de système à fonds importants englobant tout de la production à la consommation, c'est une industrie quasi locale où joue le principe de la concurrence du marché. Il n'existe pas de statistiques sur la consommation en Guinée Forestière, mais on peut supposer que si on calcule les poissons frais avant séchage à partir des ventes actuelles sur les marchés, un volume comparable à la consommation de poisson congelé est commercialisé. Si l'on considère la rationalisation/modernisation des réseaux de distribution par restructuration du secteur, incluant l'intégration des capitaux à venir, il faudra faire en sorte de ne pas provoquer de non-profit par la rationalisation des distributeurs à capitaux réduits (dont beaucoup de femmes) qui en sont l'élément essentiel aujourd'hui. Les directives gouvernementales concernant le secteur informel sont limitées, mais il est recommandé de promouvoir la rationalisation en utilisant les activités des petits distributeurs.

Le poisson frais se vend environ 40% plus cher que le poisson congelé (1.300 FG/kg pour le poisson congelé, et 1.765 FG/kg pour le poisson frais: Hem et. al 1998); si la fraîcheur du poisson est élevée, les alevins de moins de 10g peuvent aussi se vendre cher (exemple d'observation sur le marché de N'zérékoré: plus de 1.400 FG/kg). Le fait que le *Heterobranchus* vivant est cher, mais que son prix baisse une fois mort, montre l'importance de la demande en poissons frais dans les régions. Pour le poisson congelé et le poisson fumé, qui sont les principales formes de consommation actuelles, l'augmentation de la consommation de poisson en Guinée Forestière par l'amélioration des fonctions de distribution du poisson est une proposition à effet immédiat qui laisse espérer des résultats à court terme. Et l'augmentation de la production de poissons frais par le développement de la pisciculture continentale qui commence à démarrer sur initiative privée est la mesure la mieux adaptée pour augmenter à long terme la production de poissons en Guinée Forestière. La Guinée Forestière est une région à climat chaud, à période de pluies annuelles longue, et à faible évaporation, où les espèces d'élevage sélectionnées parmi les poissons diversifiés, le relief appelé bas-fonds facilement convertibles à l'étang piscicole, l'insuffisance extrême de l'approvisionnement et la demande importante basée sur le goût des habitants pour le poisson, la facilité d'obtenir de grandes quantités de son de riz servant d'aliment principal pour la pisciculture, la tradition de la gestion des ressources par multiplication appelée Pêche Collective, constituent des conditions propices au développement de la pisciculture, et permettent un développement de la pisciculture mettant à profit les particularités locales. Le gouvernement a pris des mesures pour donner la priorité au développement de la pisciculture dans cette région, par rapport à d'autres, mais les activités de vulgarisation viennent à peine de commencer, et il faudra du temps pour que la production de la pisciculture augmente réellement parce que la structure de développement de la pisciculture régionale exige de profondes améliorations. L'ajustement entre les régions de la consommation de produits halieutiques de production nationale par amélioration de la distribution ne se traduira pas en fait par l'augmentation de la consommation de tout le pays. C'est pourquoi, dans une perspective à long terme, le développement de la pisciculture en Guinée Forestière est souhaitable. Tout ceci peut se résumer comme suit :

- (1) La consommation de produits halieutiques est plus faible en Guinée Forestière que dans les autres régions. Pour augmenter la consommation de tout le pays, il est indispensable d'augmenter celle dans cette région plus que dans les autres.
- (2) La pêche continentale ne laisse pas espérer de grandes améliorations parce que les cours

d'eau sont petits et que le stock en ressources et leur gestion ont des limites.

- (3) Il est possible d'augmenter la consommation de poissons congelés et de poissons fumés, qui sont les formes de consommation principales actuellement, par amélioration et modernisation de la structure de distribution des produits halieutiques. Mais l'augmentation de la consommation régionale par ajustement de la distribution des produits halieutiques dans le pays ne se traduit pas en principe par une augmentation du volume consommé dans le pays.
- (4) Comme les conditions naturelles, économiques et sociales de cette région sont adaptées à la pisciculture, et que des piscicultures commencent à apparaître dans le secteur privé, et l'amélioration de la production du poisson frais par développement de la pisciculture est possible en soutien.

Par conséquent, à court terme, l'augmentation de la consommation de poisson congelé et fumé par amélioration de la distribution des produits halieutiques, et à long terme, l'augmentation de la production du poisson frais par développement de la pisciculture et aquaculture, sont recommandées comme orientation du développement de la pêche artisanale dans cette région.



### **4-3 Conception par domaine**

#### **4-3-1 Plan d'amélioration de la production de la pêche côtière**

##### **(1) Promotion de la motorisation des pirogues**

L'élargissement de l'envergure d'opérations de pêche, l'agrandissement des engins de pêche, l'adoption de méthodes de pêche plus efficaces, suite à la motorisation des pirogues, se sont traduits par l'amélioration du rendement, et l'augmentation de la production par accroissement du nombre de pirogues motorisées. Mais depuis quelques années, le nombre de pirogues motorisées n'augmente pas, et le volume des captures stagne ou bien baisse légèrement. De plus, les moteurs actuels ont largement dépassé la vie de service ordinaire, et il est évident que le taux de fonctionnement va encore baisser, ce qui laisse prévoir une baisse des captures. Par ailleurs, comme il existe une certaine marge pour les ressources pélagiques comme les bongas et sardines, pour maintenir le niveau de production actuel, et même l'augmenter, il faut promouvoir la motorisation des pirogues par renouvellement des moteurs hors-bord vieillissants et augmentation des nouveaux équipements.

Le rapport d'étude de développement de la pêche du FAO établi en 1997 indique une tendance à la pêche excessive des ressources benthiques du littoral à moins de 20 m de profondeur, mais une faible utilisation des petits pélagiques du littoral, qui sont facilement exploités par la pêche artisanale. Seules les pirogues de pêche artisanale pêchent les petits pélagiques, et bien que les captures de la pêche artisanale aient tendance à une légère baisse depuis quelques années, les captures de petits pélagiques sont stables ; et comme leur CPUE (captures par unité d'effort) aussi est stable, on peut penser qu'il y a des possibilités de développement. Par conséquent, il importe de promouvoir la motorisation des pirogues de ce secteur visant les petits pélagiques.

Le taux de motorisation actuel des pirogues est de 60% pour les pirogues de type Salan dont la structure permet facilement l'installation d'un moteur hors-bord, et les 40% restants, 600 pirogues environ, sont sans moteur. Si ces pirogues sont équipées de moteurs, et qu'elles se convertissent aux méthodes de pêche ainsi devenues possibles, par exemple le passage du filet maillant dérivant ethmalose qu'utilisent beaucoup de Salans sans moteur, au filet maillant encerclant ethmalose, laisse prévoir une augmentation de l'efficacité de pêche et des captures elles-mêmes. Il est vrai que beaucoup de pêcheurs utilisant des Salans sans moteur souhaitent un moteur pour augmenter leur rendement et stabilité.

La motorisation des pirogues a jusqu'ici été largement effectuée par introduction de moteurs hors-bord dans le cadre de l'aide, mais il va sans dire que les pêcheurs eux-mêmes doivent se fournir en équipements, moteurs hors-bord y compris, et ne pas toujours dépendre de l'aide. Mais, dans la situation actuelle sans mesures d'appui comme des microfinancements pour l'achat d'équipements par les pêcheurs, ceux-ci ne peuvent pas en acquérir par leurs propres moyens. C'est pourquoi des moteurs hors-bord seront introduits par projet, et en faisant progresser la motorisation, un fonds sera créé avec le prix de vente des moteurs hors-bord introduits, et un système de microfinancement pour pêcheurs qui leur permettra d'acheter des équipements par leurs propres moyens par la suite sera mis en place. La création du fonds, la mise en place du microfinancement pour pêcheurs sont expliquées au paragraphe 4-3-9 « Plan d'aménagement d'un système financier pour la pêche », et le prix d'achat des équipements introduits sera similaire aux prix du marché en Guinée.

(2) Développement des ressources inexploitées et promotion de diversification des engins et méthodes de pêche

La Guinée réalise une étude des ressources par chalutier d'étude à intervalles de plusieurs années avec l'aide de la France.

Les résultats des études des ressources effectuées en 1998 et 2002 ont été analysés, et l'orientation des ressources dans la zone littorale, dans la zone intermédiaire et au large sont indiqués comme suit dans le Plan de pêche 2003.

Les ressources de la zone littorale (profondeur de 5 à 20 m) sont utilisées par la pêche artisanale et une partie des chalutiers, 86 espèces de produits marins y sont capturées, dont 71 espèces de poissons. L'étude par chalutier effectuée en 1998 indique 175,6 kg de captures par chalutage en 30 minutes, mais une baisse à 130 kg en 2002. En particulier, l'épuisement des espèces principales de la pêche industrielle est à craindre. 11,1 kg de bobo (espèce de petite otolithe, *Pseudotolithus elongatus*) ont été capturés en 1998, mais seulement 0,6 kg en 2002. De même, les captures de kessi-kessi (*Pomadasyss jubelini*) ont diminué de 7,1 kg à 1,5 kg et celles de machoiron de mer (*Arius latiscutaus*) de 6 kg à 2,4 kg. Le bobo, particulièrement apprécié en Corée du Sud, est une cible de la pêche artisanale et de la pêche industrielle.

Par ailleurs, il paraît que les ressources en crevettes augmentent. L'étude par chalutier a montré que les captures de grandes crevettes roses du sud (*Paenaeus notialis*) étaient passées de 0,25 kg lors de l'étude de 1998 à 0,52 kg lors de l'étude de 2002. En plus, la crevette tigrée noire (*Panaeus monodon*), pratiquement inaperçue lors de l'étude précédente, a pu être capturée ordinairement lors de cette étude. Dans les pêcheries un peu profondes, 0,4 kg de petites crevettes (*Parapenaeopsis atlantica*) ont été capturées par chalutage.

Dans la zone maritime intermédiaire (profondeur de 20 à 50 m), le rouget (*Pseudupenaeus prayensis*), le pageot (*Pagellus bellotii*), le pagre (*Sparus coeruleosticus*) sont les principales espèces, et de grandes quantités sont capturées. Ce sont pratiquement tous des poissons de prix élevé. Par ailleurs, les ressources en seiche commune (*Sepia officinalis*) sont abondantes, et dans les bonnes pêcheries, 10 kg ont été capturées par chalutage. Le poulpe (*Octopus vulgaris*) se capture dans les pêcheries de 40 à 50 m de profondeur, comme la seiche commune. Les ressources en grands mollusques gastéropodes (*Cymbium pepo*), importantes pour le Sénégal, sont abondantes mais inexploitées.

Dans la zone au large (ressources entre 300 et 600 m de profondeur, à plus de 12 milles marins), il n'y a pas de poissons importants pour le commerce, mais le développement des ressources en crevettes est possible. 8 espèces de crevettes ont été capturées entre 300 et 600 m de profondeur, dont 4 de prix élevé, et les bateaux industriels peuvent en capturer environ 400 kg par jour. Les trois espèces de seiches (*Todarodes sagittatus*, *Illex coindetii*, *Todaropsis ebalane*) aperçues sont toutes importantes. 500 kg de langoustes, ressemblant à la langouste verte de l'espèce *Galathea*, ont aussi été capturés par jour.

Compte tenu de cet état des ressources, des conflits entre les chalutiers illégaux et les pirogues dans la zone littorale, et des dommages pour la partie pêche artisanale qui en résultent (se référer à la partie 3-1-7 Sécurité en mer), le développement de la pêche sera considéré sur deux plans : 1) développement des ressources inexploitées de la pêche artisanale à moins de 10 milles marins du littoral, et 2) présentation d'une pêche de remplacement pour les chalutiers des ressources inexploitées à plus de 10 milles marins du littoral.

## 1) Développement des ressources inexploitées à moins de 10 milles marins des côtes

Comme indiqué plus haut, les ressources du littoral guinéen sont utilisées par la pêche artisanale et des chalutiers illégaux, et les ressources benthiques ont tendance à diminuer. Par contre, les ressources en crevettes augmentent, et celles en seiches et poulpes sont inexploitées. Par ailleurs, les captures en ressources pélagiques (bonga, bonga séri, chinchard etc.) peuvent aussi être augmentées. Mais le gouvernement guinéen ne possédant pas de ressources humaines ni d'équipements pour soutenir un nouveau développement de la pêche artisanale, et les pêcheurs étant eux-mêmes incapables de développer une nouvelle pêche artisanale, non seulement le développement des ressources inexploitées ne progressera pas, mais l'épuisement des ressources actuellement utilisées par l'augmentation du nombre de pêcheurs etc. est même à craindre. Pour cela, il est proposé de mettre en place une section chargée du développement de la pêche artisanale et de la vulgarisation au sein du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture de Guinée, et d'utiliser les ressources inexploitées du littoral avec le soutien de l'étranger.

Pour l'organisation, vu la dissolution du Centre de Motorisation des Barques de Boussoura actuel pour créer une meilleure organisation, on peut envisager la création d'un Centre de Développement et Vulgarisation des Techniques de Pêche Artisanale possédant le petit bateau de recherche halieutique pour les études et le personnel des sections techniques de pêche et socio-économique. Pour l'exécution des activités au Centre, après saisie approfondie des besoins et des problèmes des pêcheurs artisanaux en utilisant activement les associations des pêcheurs artisanaux, des essais seront faits avec le soutien d'experts de pays voisins ou de l'étranger pour les résoudre.

## 2) Développement des ressources inexploitées à plus de 10 milles marins du littoral

Le développement des ressources inexploitées au large a pour objectif le développement de la pêche en Guinée. Simultanément, proposer des pêches de remplacement aux chalutiers illégaux travaillant dans la zone littorale, permettra la conservation des ressources halieutiques du littoral et le développement sain de la pêche artisanale. A son arrivée au Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura (CNSHB) du navire de recherche halieutique (195 tonnes) octroyé dans le cadre de la Coopération financière non-remboursable du Japon pour la pêche du gouvernement japonais en février 2003<sup>1</sup>, il servira activement pour les activités de recherche et de vulgarisation.

Comme indiqué plus haut dans le Plan de pêche 2003, les produits marins des bas-fonds inexploités de la zone intermédiaire à plus de 10 milles marins des côtes présentent aussi de grandes possibilités pour l'exportation. Et l'arrivée du navire de recherche halieutique de grande taille permettra des essais de capture et l'étude financière des produits marins de la zone intermédiaire et du large. Des essais de capture des poissons benthiques, des seiches communes, des poulpes, des crevettes, des mollusques gastéropodes seront effectués principalement par chalutage. Les captures sont vendues par des exportateurs et des mareyeurs. Pour les nouvelles espèces de poissons, le défrichage du marché sera fait en collaboration avec les exportateurs. Le revenu de la vente couvrira les frais de fonctionnement du navire de recherche halieutique.

L'étude sera effectuée tout au long de l'année, et les données d'étude ci-dessous seront au moins collectées.

---

<sup>1</sup> Ce navire de recherche halieutique a été octroyé en Guinée juste après l'étude sur place (Phase 2) de la mission d'étude. Le nom du Navire est « Général Lansana Conté (GLC) ».

- Données générales  
Date et heure d'étude, temps, emplacement d'étude, profondeur d'eau, nature du fond marin, taille d'engins de pêche, temps de pêche (durée pour le chalutage etc.), vitesse
- Données océanographiques  
Température de l'eau de surface, thermocline, salinité, orientation et vitesse des courants
- Données sur les captures  
Espèces de poissons, poids par espèce
- Données biologiques  
Longueur et poids des poissons par espèce, degré de maturité
- Données statistiques  
Prix de vente par espèce et poids

### 3) Fourniture des informations et vulgarisation

Sur la base des données ci-dessus, un rapport annuel concernant les tendances des ressources et le volume de capture permissible, la période et la durée de pêche interdite et l'économie sera établi. Et les comparaisons d'une année à l'autre permettront de bien identifier les tendances des ressources.

Les résultats d'étude seront non seulement compilés en rapport, mais il sera aussi essentiel de fournir les informations de pêche activement et en temps voulu aux sociétés de pêche. Le développement vers de nouvelles pêches ne se fera pas par l'introduction de nouveaux bateaux : sans augmenter le nombre total de chalutiers actuellement autorisés, des instructions seront données pour réduire l'intensité de pêche sur les espèces actuellement utilisées pour le passage aux nouvelles espèces cibles.

### (3) Renforcement de l'efficacité des opérations des pirogues pêchant des poissons pour l'exportation et maintien de la fraîcheur

Les pirogues ne sont pas actuellement équipées d'instruments de navigation. Dans les zones maritimes proches du littoral, ces instruments ne sont pas absolument nécessaires pour beaucoup des pirogues qui opèrent en confirmant visuellement la côte ; mais les pirogues pratiquant la pêche à la ligne glacière ou la palangre glacière visant des poissons pour l'exportation, pêchent plusieurs jours au large à 30-60 milles marins des côtes. En particulier, pour la pêche à la ligne, la pêcherie doit être déterminée avec la plus grande précision, être en mer sans objectif est extrêmement difficile. En arrivant à la pêcherie prévue chaque fois précisément en utilisant les instruments de navigation, on économise le carburant et le temps, et effectue des opérations de pêche efficaces. Récemment, un système permettant d'obtenir de l'électricité à partir du moteur hors-bord a été développé, qui pourra aussi être pleinement utilisé sur les pirogues à moteur hors-bord guinéennes.

L'exigence de fraîcheurs est stricte pour le poisson d'exportation, et la plus grande attention doit être donnée au maintien de la fraîcheur. En réalité, un pourcentage élevé des captures débarquées est rejeté pour perte de fraîcheur. C'est pourquoi il est nécessaire de réduire ces pertes par l'amélioration de la manipulation sur les pirogues après la capture et des méthodes de conservation en glace. Les pirogues sont pourvues de caisses à poisson isothermes, mais il arrive que leur effet de refroidissement ne soit pas suffisant parce que l'eau a pénétré dans le matériau calorifuge à cause d'une fabrication approximative ou que l'état sanitaire ne soit pas bon. L'amélioration de ces caisses renforcera la fraîcheur des captures. Et

pour maintenir de degré de fraîcheur, l'introduction de techniques d'opération à bord comme l'abattage et les directives sont efficaces.

#### (4) Plan d'aménagement des statistiques de la pêche artisanale

Il y a beaucoup d'informations que le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture doit connaître pour gérer la pêche et réaliser un développement durable, parmi lesquelles les captures par espèce et par méthode de pêche, les captures par unité d'effort par méthode de pêche, l'état actuel mensuel de l'effort de pêche et leur évolution dans le temps sont des éléments indispensables. De plus, la répartition des éléments précités par pêcherie est aussi un élément important pour estimer les stocks et l'état d'utilisation des ressources. Pour les principales espèces, non seulement les poids, mais aussi les variations de la structure de taille (poids) et l'étude de la maturité sexuelle permettent de connaître les variations des ressources de manière plus précise. Ce type d'études statistique et biologique non seulement sur la pêche artisanale, mais aussi sur la pêche industrielle doit être compilé en informations sur l'ensemble de la pêche en Guinée. Les éléments ci-dessous servent d'orientation de base pour la mise en place de statistiques de la pêche artisanale.

##### 1) La capture par unité d'effort (CPUE) est la base de tout

Comme indiqué plus haut, les débarcadères de la pêche artisanale sont petits et éloignés, et l'étude de toutes est impossible. Par conséquent, le type de pirogue et la capture par unité d'effort<sup>2</sup> par méthode de pêche déjà utilisés seront employés pour collecter en continu de manière homogène les données sur les captures par unité d'effort pour chaque méthode de pêche, qui serviront de base. Les méthodes de collecte statistique et d'analyse actuellement employées par le CNSHB seront appliquées et les nombres d'échantillons et de données de mesure augmentés pour rendre les statistiques plus précises.

##### 2) Sélection de débarcadères de la pêche artisanale échantillon pour l'étude

En plus des 20 débarcadères<sup>3</sup> représentatifs dans la ville de Conakry, Kamsar, Katchek, Katastan, Dahomey, Taydi, Dougla dans la préfecture de Boké, Koukoudé, Taboriah, Kondeyre, Kindiadi, Bongolon, Sakama dans la préfecture de Boffa, Soumba dans la préfecture de Coyah/Dubréka et Konimodia, Matakan dans la préfecture de Forécariah sont considérés comme candidats vu l'importance des volumes de débarquement et la diversité des méthodes de pêche. Beaucoup de ces débarcadères sont déjà inclus dans les emplacements d'étude<sup>4</sup> statistiques du CNSHB, et après unification des chevauchements avec la Direction Nationale de la Pêche Maritime (DNPM), les points d'étude seront augmentés et la qualité améliorée. De plus, sur les débarcadères où de nouvelles installations seront construites, il est proposé d'améliorer les installations et méthodes de vente pour que le poids total soit mesuré au moment du débarquement, pour corriger les méthodes de débarquement et de vente désordonnés actuelles.

##### 3) Des statistiques régionales seront prises par sélection de débarcadères échantillons représentatifs de région

Comme il existe des différences régionales pour les méthodes de pêche et l'efficacité de

<sup>2</sup> Concernant les méthodes de pêche de Boussoura, il y en a 12 indiqués à « 3-1-2 Pirogues, engins et méthodes de pêche »

<sup>3</sup> Bonfi, Boussoura, Dixinn, Landréah, Boulbinet, Fotoba, Petit bateau, Robané, Téminétaye, Kassa centre, Dabondi, Faban, Gbessia1, Gbessia2, Tanéné, Kaporo, Nongo, Sonfonia, Tadi, Room

<sup>4</sup> Kamsar, Dougla, Katibinyi, Koukoudé, Kondéyré, Tounifilydi, Sakama, Taboriah, Soumba, Nongo, Kaporo, Landreah, Boulbinet, Bonfi, Dabondi, Faban, Robané, Boom, Konimodia, Matakan, Khounyi

capture, la totalisation des données des captures par unité d'effort sera faite mensuellement par pêcheurie. Les pêcheurs travaillant sur place seront considérés par unité de préfecture ou de sous-préfecture. La sélection des débarcadères échantillons par préfecture devra se faire en incluant des débarcadères de différentes tailles représentatifs de la région.

4) Le nombre d'échantillons sera augmenté sur une plage réaliste

La méthode actuellement utilisée par le CNSHB ne pose pas de problème, mais les données de presque toutes les études seront collectées pour le port de pêche à aménager dans la ville de Conakry. Le nombre de débarcadères échantillons sera aussi augmenté de manière à atteindre 30% du total.

5) Etablissement d'un plan d'amélioration des cadres de vie, de l'environnement de travail sur les débarcadères échantillons et plan d'affectation de personnel (mesures budgétaires y compris)

On décidera de la résidence sur le débarcadère ou bien de la mise en place d'un bureau simple et d'un système de visites. Les visites sur une île éloignée comme Katchek étant difficile, il est essentiel d'étudier aussi le cumul bureau-logement sur les principaux débarcadères. Dans ce type de bureau, un radiotéléphone sera installé pour permettre de maintenir des contacts étroits. De plus, l'affectation du personnel de la direction préfectorale et les primes pour les activités seront correctement prévues pour que le travail aux zones éloignées se fasse en rotation avec les agents sur les débarcadères centraux de direction préfectorale (beaucoup d'environnement de logements seront aménagés). Une prime sera aussi prévue si nécessaire pour les motos utilisées pour les études par visite et les déplacements, mais l'achat individuel est jugé convenable après obtention de la subvention. Le plan prévoit une augmentation de 15 à 20 agents (rotation) pour exécuter la collecte de données permanente et les activités de vulgarisation aux 15 directions préfectorales. Les agents actuels du CNSHB seront employés, des agents pourront aussi être sélectionnés et formés parmi les pêcheurs ordinaires des débarcadères. Il ne s'agira pas d'une augmentation du personnel du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, mais de l'élimination d'employés fictifs et du déplacement du centre vers les régions.

Des primes seront accordées pour le travail en zone éloignée, et étudiées pour établir un système permettant le remboursement du prêt pour une moto avec le montant correspondant à l'augmentation d'un an. Pour augmenter la fiabilité des données, une étude comparative avec les données fournies par les superviseurs sera faite tous les 10 jours sur les données, et l'évaluation par interview des pêcheurs par le directeur préfectoral sera transformée en routine. De plus, pour obtenir les données de débarquement des pêcheurs artisanaux qui travaillent même les dimanches et jours fériés, avec des heures de débarquement irrégulières, les heures de travail deviendront aussi irrégulières, et ce qui diffère énormément du modèle de travail des fonctionnaires. Le temps de travail pourra être rendu flexible, de deux heures environ, des primes complémentaires pour le travail les jours de congé et des congés compensatoires pourront être envisagés.

6) Obtenir la compréhension et la collaboration des associations de pêcheurs et pêcheurs

Même avec les mesures ci-dessus, il y aura des limites pour la collecte des informations. Sur chaque débarcadère, il faudra rechercher des pêcheurs sympathisants représentatifs des différentes méthodes de pêche, et leur demander de fournir les informations pour les jours qui n'ont pas pu être couverts et les informations détaillées telles qu'économie de la pêche.

7) Nomination d'un superviseur des agents collecteurs de statistiques

Un responsable technique qui effectuera la synthèse des études sur chaque débarcadère sera nommé. Il s'occupera de la totalisation et de l'analyse des données, et visitera chaque débarcadère plus de 2 fois par an pour assurer les instructions techniques de suivi aux agents statisticiens et pour limiter au minimum les possibilités de données falsifiées. Une personne adaptée sera sélectionnée de la Section pêche artisanale du CNSHB. Comme superviseur, on peut penser à des chercheurs du CNSHB et du personnel de la Section Statistiques de la DNPM. Actuellement, des superviseurs sont envoyés tous les mois par le CNSHB, mais si cette activité est transférée à la DNPM, une budgétisation devra être faite pour les frais de déplacement minimum.

8) Formation d'agents collecteurs de statistiques

Un stage technique initial des agents statisticiens concernant les noms des espèces de poisson, la prise uniforme des données statistiques et le sens des données, sera effectué centrée sur le superviseur.

9) Mise au clair du rôle de Section Statistiques

Le rôle de la Section Statistiques de la DNPM sera d'étudier le contenu des statistiques de pêche artisanale analysées et fournies par le CNSHB, les statistiques et statistiques d'exportation de la pêche industrielles etc. et de l'état d'utilisation de l'ensemble des ressources halieutiques de Guinée.

10) Saisie précise de la situation sur les débarcadères, confirmation de la précision de l'étude statistique du CNSHB

Comme indiqué jusqu'ici, la collecte des données statistiques sera faite selon la méthode actuellement employée par le CNSHB, et en l'élargissant, et l'on mettra au clair l'état réel général des débarquements, confirmera la précision de la méthode de collecte des données statistiques de type CNSHB, les capacités du personnel de la DNPM, et en cumulant la formation, effectuera une étude intensive des débarcadères. Il est préférable que l'étude sera faite trois fois au cours des études tenant compte de la saison des pluies, la saison sèche et de la haute saison de pêche.

11) La mise en place des statistiques sur la pêche continentale sera faite selon une approche différence de la pêche côtière

Comme l'efficacité de capture varie considérablement en fonction du bassin versant des fleuves et des saisons, et que les pêcheurs se déplacent pour pêcher, l'approche du côté lieu de production comme pour les statistiques de la pêche artisanale côtière sera difficile pour la pêche continentale. C'est pourquoi les données seront principalement collectées auprès des producteurs et détaillants sur les marchés de consommation, et le volume total consommé sera mis au clair par l'étude de la consommation dans des familles échantillons dans les différentes régions. Il est à noter que beaucoup de gens participent à la fête Pêche Collective dans les plaines d'inondation effectuée pendant la saison sèche, et que de grandes quantités de poissons sont destinées à la consommation domestique. Le CNSHB vise l'établissement d'un système d'analyse des informations halieutiques dans le cadre d'un programme de collaboration régional avec l'UE, et prépare aussi des statistiques sur la pêche continentale. Par conséquent, il semble efficace d'établir des statistiques sur la pêche continentale sous la direction du CNSHB.

## 12) Répartition des tâches entre le CNSHB et la Section Statistiques de la DNPM

Il faudra plusieurs années pour que les études statistiques sous la direction du CNSHB puissent être réalisées de manière stable dans les débarcadères représentatifs de toutes les communes de la DNPM et de chaque direction préfectorale, mais alors le travail de la Section Statistiques de la DNPM deviendra quotidien. Le CNSHB devra être développé pour que l'étude et l'analyse des ressources, le développement des ressources inexploitées etc., des thèmes d'étude supérieure soient effectués.

## (5) Projet d'amélioration de la gestion des ressources de la pêche artisanale

Avec l'augmentation de l'intensité de pêche sur les ressources halieutiques, la nécessité de la limitation des activités de pêche apparaîtra sous une forme ou une autre, mais l'orientation actuelle de réglementation ci-après sera suffisante pour l'instant : limitation du chalutage et des filets à maille de moins de 25 mm, interdiction de la pêche dangereuse (dynamite, plante toxique etc.). De plus, la stratégie tenant compte de la réduction du degré de dépendance vis-à-vis des ressources existantes par diversification des méthodes de pêche et de la stimulation des ressources inexploitées sera mise en place.

Mais si la pêche artisanale se développe dans l'avenir, qu'elle devienne plus efficace, il faudra limiter le nombre total de pirogues, mettre en place des zones de pêche interdite, des périodes de pêche interdite pour protéger les ressources. Une étude biologique des ressources halieutiques sera réalisée sous peu vu la nécessité de collecter des données de base sur la période de frai des principales espèces, les lieux de frai, la taille à maturité et les modèles de croissance etc.

Le Comité de Développement du Débarcadère (CDD) joue un rôle important dans la gestion des ressources de type participatif des habitants. Vu les bénéfices de l'aménagement du débarcadère pour les pêcheurs artisanaux, pour éliminer les désavantages temporaires de la réglementation de la pêche etc., une approche de gestion d'ensemble des ressources doit être adoptée par l'association de pêcheurs, le CDD et la DNPM, mais pour cela l'augmentation du personnel des directions préfectorales est urgente. Comme l'efficacité ne sera pas bonne sans frais d'activités pour les directions préfectorales et les directions communales, il faudra prendre des mesures budgétaires pour affecter aux directions préfectorales une partie des droits de pêche des bateaux étrangers et des amendes payées pour les opérations de pêche illégales.

Jusqu'ici, les pêcheurs étrangers opérant dans les eaux guinéennes ont toujours été en avance sur les Guinéens pour les techniques et la mobilité, et ont évité de rivaliser avec eux en développant de nouvelles pêcheries. Mais la maturation des pêcheurs guinéens et l'augmentation de la population de pêche, l'accélération des innovations techniques avec l'aide, ou bien l'instabilité dans les pays voisins commencent à provoquer l'effondrement de l'équilibre maintenu jusqu'ici. Dorénavant, la concurrence entre les deux sera inévitable et les conflits devraient augmenter. Du point de vue de la gestion des ressources, le temps est venu pour le gouvernement guinéen d'établir une politique régionale, sur la base de discussions avec les pays voisins.

## (6) Proposition pour l'amélioration de la sécurité en mer

Le soutien en équipements et matériaux y compris, la sécurité en mer doit être améliorée pour tout le pays. Avec le renforcement des capacités de transmission d'information centrales,



un débarcadère noyau sera sélectionné par région, et la fourniture d'équipements tels que radiotéléphones et phares etc. devra être assurée ; la diffusion des lanternes pour les pirogues de pêche artisanale est aussi jugée efficace. De plus, les pêcheurs doivent aussi prendre des mesures, par exemple les opérations à plus de 2 pirogues permettent de réduire les dommages au minimum.

Pour éviter les accidents des pirogues, des gilets de sauvetage et une balise SOS seront prévus sur les pirogues pour les opérations sur des pêcheries très éloignées du littoral, une lanterne de navigation sera placée en position élevée lors des opérations de nuit ou de déplacement etc. Des instructions seront données pour les cas d'accident, et les moyens d'éviter à l'avance les accidents, des fonds seront obtenus par l'aide. Le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture doit prendre la tête des autres agences et ministères pour éviter les accidents en mer et améliorer les mesures en cas d'accident.

- 1) Création d'un système de transmission des informations pour la sécurité  
Amélioration de la précision des informations météorologiques et augmentation de leur fréquence. Création d'un système de transmission des informations par radio, radiotéléphone et télécopie.
- 2) Formation à la sécurité des pêcheurs  
Connaissance pour la sécurité en mer, techniques de navigation, entretien des moteurs hors-bord, établissement d'un programme de sortie, méthodes pour parvenir la condition météorologique, méthodes pour prévenir les accidents, mesures en cas d'accident
- 3) Collaboration avec les organismes concernés  
Un système de collaboration sera créé entre le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, le Ministère des Travaux Publics et du Transport, l'Agence de la météorologie, les stations de radio et les coopératives de pêche de chaque débarcadère.
- 4) Equipements requis  
Petits phares, balises de navigation, petits radiotéléphones, haut-parleur, lanterne de navigation, balise SOS, gilets de sauvetage, compas, etc.

#### **4-3-2 Plan d'amélioration de la distribution des produits halieutiques**

##### **(1) Principaux problèmes de développement de la distribution des produits de la pêche artisanale en Guinée**

Les problèmes essentiels de développement de la distribution des produits de la pêche artisanale en Guinée peuvent se résumer comme suit.

- 1) La demande en poissons frais est importante, et l'extension de la distribution des poissons frais sera le thème principal du développement de la pêche artisanale à venir. Il est important de promouvoir l'extension de l'approvisionnement en glace sur la base de fonds privés et des associations de pêcheurs.
- 2) La mise en place d'un système de crédit utilisable par les mareyeurs a pris du retard.
- 3) Il y a des limitations à la distribution, par exemple les camions et les bateaux de transport, mais aussi des routes d'accès aux villages littoraux régionaux ne sont pas encore aménagées.
- 4) Beaucoup des marchés de consommation régionaux sont pauvres en installations, et se sont développés de manière non planifiée.

##### **(2) Orientation de base de l'amélioration de la distribution halieutique sur la presqu'île de Conakry**

La presqu'île de Conakry est elle-même un grand lieu de consommation comptant 1,1 million d'habitants, où la demande est diversifiée : poissons frais, poissons congelés, poissons fumés etc. La presqu'île de Conakry est aussi un grand lieu de production halieutique comprenant 16 débarcadères sur la presqu'île et 8 sur les îles de Loos au large, qui permettent de satisfaire la demande importante des habitants. Les poissons frais sont achetés sur ces débarcadères par les mareyeurs, vendus sur place ou bien sur les 10 marchés de la ville. Les petits pélagiques comme le bonga sont fumés, puis empruntent un réseau similaire pour la vente aux consommateurs. Par contre, les poissons congelés sont débarqués au port de Conakry par les bateaux de pêche industrielle, et parviennent aux consommateurs par le même réseau que le poisson frais. Mais que ce soit pour le poisson frais ou le poisson congelé vendu décongelé, il n'existe pas de méthodes de conservation au froid à chaque étape de la vente, les marchés sont insalubres, la perte de fraîcheur des poissons dans le processus jusqu'aux consommateurs et les pertes par dommages sont importantes, et l'on reconnaît que les pêcheurs bien sûr, les détaillants et les consommateurs subissent le contrecoup de ce non-profit. L'aménagement des marchés de poisson correspondant à l'étape inférieure du réseau de distribution est considéré comme une question importante pour limiter au minimum les pertes et traiter des produits hygiéniques.

L'amélioration des installations des marchés passe premièrement par la nécessité de l'aménagement d'installations tels qu'abris sur le terrain du marché, concrètement construction ou aménagement d'abris, de fossés d'évacuation, de plancher etc. Deuxièmement, la construction de stationnements pour les utilisateurs du marché et les mareyeurs, le redéveloppement des environs du marché y compris. Cela permettra d'améliorer l'efficacité de la livraison des produits halieutiques, et rendra le marché plus accessible aux utilisateurs. Mais comme le droit de tutelle de l'installation et de l'exploitation des marchés, produits alimentaires frais y compris, va à la ville de Conakry, pour améliorer chaque marché, il faudra discuter avec les autorités de la ville de Conakry pour la cohérence avec les plans en amont concernant le plan de distribution général, possibilités d'acquisition de terrains y compris.

Pour le plan d'aménagement concret, la ville de Conakry a confié l'étude de faisabilité

(F/S) à un consultant étranger, et des projets sont possibles si le financement est obtenu. Actuellement, il y a un projet de transfert de la section produits halieutiques du marché de gros de Madina à l'initiative de la ville de Conakry, mais comme il y a des ambiguïtés dans le plan d'activités et le plan de financement, il n'est pas encore réalisé. Dorénavant, le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, en tant que soutien sur le plan technique, devra collaborer activement avec la ville de Conakry pour contribuer à l'amélioration de la distribution.

(3) Orientation de base de l'amélioration de la distribution des produits halieutiques dans les régions rurales

Dans les régions rurales, les routes reliant les lieux de production et les lieux de consommation sont généralement en mauvais état, et pendant la saison des pluies, elles sont souvent inondées et le trafic est interrompu. Il y a des problèmes suivants qui limitent l'aménagement des installations : il n'y a pas d'électricité publique, des installations comme une fabrique de glace ou une chambre froide ne sont pas rentables. D'abord, des entrepôts pour poisson fumé destinés à l'ajustement des volumes de distribution et/ou le stockage pendant la saison des pluies, seront aménagés en tant qu'installation simple n'exigeant pas d'électricité. De plus, on peut penser à la mise en place de caisses à poisson isothermes pour améliorer la distribution du poisson frais sur les grands lieux de consommation.

Pour améliorer un tant soit peu la disponibilité de crédits pour le transport pour les nombreux fumeurs qui s'occupent de l'achat du poisson, du fumage et de la vente, les mareyeurs, et les détaillants, ainsi que la disponibilité des moyens de transport tels que camions pour le trajet entre les lieux de production et les petits marchés du littoral, le financement de crédit par les organisations de mareyeurs, l'utilisation en commun de camions etc. sont nécessaires.

### 4-3-3 Plan d'amélioration des installations des villages de pêcheurs

Le concept de base de l'aménagement des infrastructures des villages de pêcheurs est que, vu le grand écart entre les villes de la presqu'île de Conakry et les zones régionales du littoral concernant l'état d'aménagement des infrastructures sociales comme l'électricité, l'eau courante, les routes, il faut faire la différence entre les débarcadères sur un grand lieu de consommation comme Conakry et les débarcadères régionaux éloignés des lieux de consommation.

#### (1) Orientation de base de l'amélioration des installations halieutiques de la presqu'île de Conakry

Le développement en tant que lieu de production halieutique en relation directe avec le grand lieu de consommation qu'est la zone métropolitaine, est requis, et l'aménagement des installations sera fait dans ce sens. Les besoins de consommation sont diversifiés, allant des bongas fumés populaires aux poissons frais, et aux poissons benthiques nobles destinés à l'exportation. Les installations à aménager doivent permettre de manière efficace et hygiénique les préparatifs pour les sorties, le débarquement, la vente des captures, la distribution et la transformation.

Les infrastructures sociales comme les routes, l'électricité, l'eau courante, la glace et les informations sont disponibles à Conakry, et bien que la taille et les équipements des principaux débarcadères dans cette zone ne soient pas suffisants, ils sont quand même aménagés. Dans l'avenir, sur la base des points précités, le réaménagement des installations de débarquement existantes et l'aménagement des installations de débarcadères et marchés non encore aménagés sont à réaliser.

L'urbanisation progressant aux environs des débarcadères, il ne reste presque plus de terrains adaptés à la création de débarcadères sur la ligne des côtes, et comme l'obtention de terrains dans l'arrière-pays fait problème, des aménagements de grandes dimensions sont jugés difficiles. Toutefois, tenant compte du fait que 1) les habitants venus des régions se sont sédentarisés dans la partie Nord de la presqu'île de Conakry, et la consommation de poissons frais et fumés augmente rapidement, 2) beaucoup de fumeurs(ses) sont installé(e)s aux environs des débarcadères de Conakry, qui est aussi une base d'approvisionnement de l'intérieur du pays, et 3) le volume de débarquement et de traitement de poissons frais destiné à l'exportation est très important, ce qui est nécessaire, ce ne sont pas simplement des installations à aménager, mais la division des fonctions des installations et l'amélioration de leur niveau.

C'est pourquoi il est jugé très urgent de 1) mettre en place des débarcadères et installations de distribution en présumant l'approvisionnement en produits halieutiques dans les zones où la population a augmenté sur la presqu'île de Conakry, 2) renforcer l'efficacité des opérations de fumage réduisant les pertes du « post harvest », et 3) d'introduire des opérations de débarquement et transformation efficaces et propres en tenant compte de l'aspect hygiène. Concrètement, aménagement de débarcadères près des lieux de consommation, aménagement d'installations de manutention protégées contre le soleil et la pluie, introduction d'installations de fumage efficace, équipements de distribution tels que caisses à poisson isothermes et fourgons frigorifiques, installations de vente au détail

hygiéniques.

(2) Orientation de base de l'amélioration des installations halieutiques dans les régions

Dans les régions, on visera le développement en tant que lieu de production tout en améliorant l'environnement de production et le cadre de vie. Les quelque 100 débarcadères-villages de pêcheurs éparpillés sur le littoral peuvent se classer dans les 3 catégories suivantes du point de vue des activités de production halieutique et de l'accès par voie terrestre.

- Catégorie 1 : Débarcadère-village de pêcheurs sur le continent, avec route permettant l'accès en voiture, débarcadère principal de la zone ayant une grande production de pêche
- Catégorie 2 : Village de pêcheurs sur le continent, avec route d'accès, où les expéditions et la distribution sont effectuées directement. Sauf villages de pêcheurs à débarquements annuels inférieurs à 100 t.
- Catégorie 2 (spécial) : Débarcadère-village de pêcheurs situé sur une île, mais où les productions halieutiques sont importantes.
- Catégorie 3 : Petit village de pêcheurs situé sur une île, où les moyens de transport et de distribution sont seulement les pirogues, ou bien très petit village de pêcheurs sur le continent, mais où les débarquements annuels sont inférieurs à 100 t.

Tableau 4-1 Classement des débarcadères et villages de pêcheurs

Préfecture	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 2 spéciale	Catégorie 3	
Boké	<u>Kamsar</u>	<u>Dougoula</u> <u>Katibinyi</u> Kanfrandé	<u>Katchek</u> Katastan	Wofiribounyi Boffa Daré Dranta Kagbassa Kapken Kekouraya Nompou Tesken	Kérouané <u>Dahomey</u> <u>Kabata</u> Yongonsalé Katountou Khonibenki <u>Taydi</u>
Boffa	<u>Bongolon</u> <u>Kindiadi</u> <u>Koukoudé</u> <u>Kondéyré</u> Taboriah	<u>Katroun</u> Mankouran <u>Sabane-goré</u> <u>Tounyfilidi</u>	<u>Sakama</u>	<u>Ganblan</u> Conakrydi Dobiré Kitamou Marara	Bokhinéné Dari Salam Doyéma Poukhoun Tobiri
Conakry	<u>Bonfi</u> <u>Dixinn</u> <u>Boulbinet</u> <u>Dabondi</u>	<u>Boussoura</u> <u>Landréah</u> <u>Téminétaye</u> Faban Gbessia 1,2 Tanéné <u>Kaporo</u> <u>Nongo</u> Sonfonia Tadi Petit bateau		Coléah Boom Kassa centre Mangué Room Enta-Fassa Meingbé	Mayoré Fotoba Koromandia Rogbané Sorro Kipé Ratoma
Dubréka Coyah		<u>Soumba</u>		Diguiyane Kakounsou Rabanti Wonkou Bonfé	<u>Koperen</u> Kissonki Touguissourou Yatagui <u>Bambaya</u>
Forécariah		<u>Khounyi</u> <u>Konimodiah</u> <u>Matakan</u>		Barédabon Yékhéfourou Fofia Kipolon Slatougou Souriné	Dabonkanakhi Dabondi Sabouya Romenkiné Sibkobi

(\*) Le soulignement indique les débarcadères et villages de pêcheurs où l'étude sur place a eu lieu.

(\*) Les villages de Khounyi, Konimodiah et Matakan dans la préfecture de Forécariah se trouvent sur l'île de Kabak, mais comme la circulation des véhicules est assurée avec le continent par ferry, ils sont considérés comme sur le continent, et placés dans la catégorie 2.

Voici maintenant l'orientation de développement proposée pour chaque catégorie.

#### Catégorie 1:

Kamsar est considéré comme le débarcadère principal de la préfecture de Boké, et Koukoudé et Taboriah comme ceux de la préfecture de Boffa. En tant que base de production halieutique et de distribution de la zone environnante, ils mènent les activités de pêche des villages voisins et la distribution des produits, et jouent aussi le rôle de base de sortie pour les pirogues des autres villages. Ils seront aménagés en tant que base de production et de distribution possédant de telles fonctions. Concrètement, nous proposons l'orientation d'aménagement suivante.

Kamsar est directement lié à la ville, c'est le seul débarcadère de type urbain dans la zone littorale régionale à avoir électricité et eau courante; il sera aménagé en tant que base de production et distribution halieutique en mettant à profit son emplacement privilégié. L'agrandissement des installations de fabrication de glace et d'entrepôt frigorifique sera effectué pour augmenter la capacité d'approvisionnement en glace des pirogues à glacière,

augmenter les ventes de poissons frais à destination des marchés de consommation locaux et de la préfecture de Boké, et augmenter les ventes et expéditions vers les acheteurs de poissons frais des sociétés de pêche de Conakry. L'aménagement d'un marché pour accélérer la vente des poissons, en particulier l'aménagement de l'itinéraire de vente de poisson frais ayant pour cible les couches à revenu en liquide locales de Kamsar, est aussi jugé efficace. De plus, Kamsar joue un rôle important comme base de débarquement et d'expédition des villages de pêcheurs des îles éloignées, de chargement du carburant et des produits d'utilisation courante à destination des villages de pêcheurs des îles éloignées, et un débarcadère devra être aménagé dans l'avenir pour soutenir ces fonctions.

Koukoudé est l'un des grands lieux de production halieutique du pays proche des pêcheries. Vu cette caractéristique, des installations de fabrication de glace et d'entrepôt frigorifique seront aménagées pour fournir de la glace aux pirogues, stocker les produits halieutiques jusqu'à l'expédition, permettre l'expédition dans la glace. Si les pirogues à glacière de Conakry pouvaient aussi effectuer leurs sorties et expéditions avec Koukoudé comme base, la distance jusqu'aux pêcheries serait diminuée de moitié, et l'efficacité des opérations serait largement renforcée. Le développement sera donc effectué en tant que base de production et de distribution, non seulement pour les pirogues de pêcheurs locaux, mais beaucoup de pirogues effectuant des sorties.

Taboriah est aussi une base non seulement pour les pirogues locales, mais aussi beaucoup de pirogues effectuant des sorties, et sert de débarcadère pour les villages de pêcheurs des îles éloignées des environs. Pour cela, un débarcadère, des installations de transformation et un marché seront aménagés, une fabrique de glace pour les expéditions de poisson frais et des caisses à poisson isothermes. Cela renforcera la distribution de poisson frais entre Taboriah et Fria, qui existe déjà, et développera les expéditions de poisson frais vers Conakry.

#### Catégorie 2:

Il s'agit de débarcadères-villages de pêcheurs avec route d'accès, ce qui permet l'expédition, la vente et l'approvisionnement en marchandises directs, où l'environnement de production, la distribution et le cadre de vie seront améliorés pour élargir ces fonctions. Bien qu'il y ait une route d'accès, le passage est souvent difficile pendant la saison des pluies. Il y a aussi des villages de pêcheurs comme Khounyi avec seulement des pistes permettant le passage à pied, mais pas par véhicule. L'aménagement des routes est donc nécessaire pour assurer et améliorer la distribution de ces villages. Pour améliorer les activités de fumage, des bandas améliorés seront fabriqués, un entrepôt pour les produits et un dépôt de carburant seront construits, et un système d'achat en commun du carburant sera mis en place. La mise en place de balises sur les récifs rocheux comme Tounyfilidi, Matakan, qui rendent difficiles les sorties de nuit, permettra de soutenir les opérations de pêche. Il y a beaucoup de villages qui disposent seulement de puits peu profonds, ont des difficultés pour l'approvisionnement en eau potable, surtout pendant la saison sèche, et l'aménagement de puits sera également nécessaire pour assurer l'approvisionnement stable en eau potable pour améliorer le cadre de vie des habitants et pour soutenir les activités de production. Si la fabrique de glace des débarcadères noyaux précités est aménagée ou agrandie, et que les coopératives de pêche etc. sont capables de gérer la distribution, des caisses à poisson isothermes pourraient être affectées par exemple Dougoula, Katibinyi aux environs de Kamsar, Kondéryré Katroun, Tounyfilidi, Sabene-goré aux environs de Koukoudé, Kindiadi aux environs de Taboriah, servant de débarcadères satellites à ces débarcadères noyaux, et des opérations comme le soutien de la vente de poisson frais par fourniture de glace, ou bien le rassemblement et la

vente du poisson frais sont aussi envisageables.

### Catégorie 3:

Les débarcadères-villages de pêcheurs des îles dépendent des débarcadères noyaux de leur zone et des marchés hebdomadaires pour la distribution des produits, et l'approvisionnement en produits d'usage courant comme le carburant et l'eau potable. Il est essentiel de soutenir la production halieutique et la vie quotidienne pour le bon déroulement de ces opérations. D'abord, on assistera la distribution des produits, la fourniture en eau, carburant, produits alimentaires, articles divers etc. par le biais des débarcadères et marchés noyaux des environs. Pour l'amélioration de la production et de la distribution, l'expédition de poissons frais est impossible, mais des bandas améliorés, un entrepôt pour les produits, un dépôt de carburant seront construits, et un système d'achat en commun du carburant sera mis en place.

#### (3) Aménagement d'installations profitant de l'environnement naturel

Dans les régions, les villages de pêcheurs du littoral et de l'intérieur du pays cohabitent avec leur environnement, et profitant de ses bienfaits, pratiquent la pêche en tant qu'activité de production, et réalisent le fumage en utilisant le bois des mangroves etc. du voisinage dans ce cadre de vie difficile. Leur mode de vie actuel est en relation étroite avec leur environnement, forme un type de circulation sans gaspillage; c'est une forme/structure qui n'exerce pas une grande charge sur la nature, un raccourci pour améliorer les conditions de vie autarciques actuelles, avec des activités durables et autonomes.

Dans une partie des régions, il y a des zones qui ont été dotées d'infrastructures communes par des organismes privés ou publics, mais il faut aussi prendre en compte l'influence néfaste de la concentration excessive de population. De plus, même si des installations de grande taille et/ou modernes sont introduites, il y aura sans doute aussi des cas où, du point de vue de l'efficacité et de la rentabilité, et en présupposant que les habitants en assurent la maintenance, cela sera jugé peu réaliste. C'est pourquoi, dans la situation actuelle, il est souhaitable de donner la priorité à l'amélioration des installations dans le domaine du cadre de vie qui fait problème, par des méthodes n'exerçant pas une grande charge sur l'environnement naturel. Concrètement, il convient d'utiliser efficacement des énergies naturelles comme l'énergie solaire, éolienne, hydraulique, sur la base de techniques adaptées.

#### (4) Amélioration de l'environnement de production et du cadre de vie dans les villages de pêcheurs des régions

Dans les régions, l'aménagement des infrastructures sociales a généralement pris du retard. Voici maintenant les problèmes qui se posent les méthodes d'aménagement centrés sur les obstacles au bon développement en particulier de la production halieutique et de la transformation-distribution.

##### 1) Eau potable

Beaucoup des villages de pêcheurs du littoral ont des problèmes d'approvisionnement en eau potable. Il y a plusieurs puits dans ces villages, mais ils sont tous peu profonds, de 3 à 5 m, le volume d'eau fourni est faible, et pendant la saison sèche surtout, la salinité de l'eau se renforce. Il y a des emplacements où la qualité de l'eau est si mauvaise qu'elle est turbide; les habitants ne sachant que faire la boivent, ou bien vont chercher de l'eau à de grandes distances.



Il est aussi très possible que la qualité de l'eau soit mauvaise parce qu'il s'agit de puits peu profonds, et elle est aussi parfois source de maladies. L'approvisionnement en eau potable est une question importante pour l'amélioration du cadre de vie des villages de pêcheurs, et même un problème qui empêche le développement de la production, et des mesures sont exigées.

Même si des puits sont construits, vu la proximité de la mer, il est très possible que l'eau soit salée, et il faut rechercher des terrains adaptés un peu plus loin dans l'intérieur. Mais dans ce cas, les puits seront éloignés des zones d'habitation et le transport de l'eau sera requis. Pour résoudre ce problème, l'eau des puits est généralement pompée dans un château d'eau et fournie de manière gravitationnelle, ce qui semble être une méthode réaliste. Actuellement, le SNAPE construit des puits, les constructions se concentrent à l'intérieur du pays, à des emplacements où les conditions sont relativement bonnes. De plus, le pompage se fait souvent par pompe à pédale et présuppose l'utilisation dans les zones d'habitation. Nous proposons donc un système d'approvisionnement sur une grande étendue, comme le système à château d'eau, pour assurer l'eau potable dans les villages de pêcheurs du littoral.

## 2) Assurance de l'eau pour les besoins quotidiens pour le traitement hygiénique

Pour le lavage du poisson à fumer et l'eau pour la vie quotidienne, la lessive etc. on utilise principalement l'eau salinisée des puits, inadaptée à la consommation, et les eaux de surface. Dans l'avenir, avec le développement de la production et l'amélioration des cadres de vie, le volume de ces eaux utilisé augmentera, et il sera donc nécessaire d'aménager peu à peu un système d'approvisionnement.

Dans l'intérieur du pays, du point de vue de l'utilisation des sols, les zones le long des fleuves constituent les centres de production et d'habitation, et il est important de renforcer l'utilisation des pentes et des plateaux aux environs des fleuves. Dans la réalité, comme il est difficile d'obtenir de l'eau pour l'agriculture pendant la saison sèche, les terres ne sont pas suffisamment utilisées. Si les conditions topographiques sont ajustées, techniquement, il y a des zones où le pompage d'eau est possible ; pour réduire l'écoulement du sol etc., il est souhaitable de promouvoir l'irrigation des pentes et plateaux et de les utiliser comme terres agricoles. Techniquement, il est possible d'introduire des pompes électriques par électrification dans le cas d'une irrigation de grande envergure, ou des pompes hydrauliques non motorisées pour les irrigations de petite envergure.

## 3) Aménagement des routes

Pour le développement de la pêche, l'assurance et le développement des expéditions et ventes de produits halieutiques, sont une question importante, et les routes qui soutiennent ces activités sont indispensables. Même dans les villages de pêcheurs sur le continent, il y a des emplacements où le passage des véhicules est impossible, d'autres où la circulation devient difficile pendant la saison des pluies; l'aménagement des routes est nécessaire pour assurer ou améliorer la distribution. En parlant d'aménagement des routes, les routes agricoles allant des routes principales aux villages, bien que non revêtues, sont relativement aménagées; l'aménagement des routes des villages du littoral vers les villages agricoles de l'arrière-pays (village de base) pourrait être positif dans beaucoup de cas.

L'aménagement du réseau routier des villages de pêcheurs du littoral présente deux problèmes : l'agence administrative s'occupant de l'aménagement n'est pas clairement définie, et la construction de ponts est nécessaire. Pour les routes agricoles, il arrive souvent que le Ministère de l'Agriculture, Elevage et Forêts assure l'aménagement jusqu'aux villages

agricoles en arrière-plan des villages de pêcheurs, mais les routes jusqu'aux villages de pêcheurs, qui ne sont pas sous sa tutelle, ne sont pas suffisamment aménagées. La zone littorale étant topographiquement plate, sans sol dur, la construction de routes non revêtues devrait être relativement bon marché avec des équipements de construction simples tels que boueur, pelle rétro et rouleau compresseur sur roues. C'est pourquoi, il semble plus réaliste dans le cadre actuel que le Ministère de l'Agriculture, Elevage et Forêts prennent l'initiative de prolonger les routes jusqu'au littoral. Mais des zones humides avec de petites rivières et des mangroves sont imbriquées de manière complexe dans la zone littorale, et le passage est impossible sans construction de pont, dont la construction est difficile, compte tenu du coût et du niveau technique local ; mais la construction de ponts simples, à coût relativement bas, devrait être possible en s'appuyant sur une conception et une exécution standard et des matériaux en acier normalisés.

#### 4) Electricité

Actuellement, il n'y a pas d'électricité publique dans pratiquement aucun des villages de pêcheurs du littoral. Sur le débarcadère de Koukoudé électrifié par le groupe électrogène existant, le débarquement et la vente des captures de nuit se font sous les lampes électriques, mais cela n'existe sur aucun autre débarcadère. Il faut également des balises de signalisation indiquant le chenal pour les entrées et sorties de nuit.

Dans l'avenir, des alimentations électriques de petites dimensions seront également nécessaires dans l'avenir pour améliorer l'environnement de travail, par exemple les entrées et sorties du port de nuit, et les opérations de débarquement. La mise en place de groupes électrogènes de petite dimension est relativement abordable, mais il faut résoudre les problèmes de méthode et frais d'entretien, et de frais d'opération. En utilisant l'énergie solaire ou éolienne, même par charge de batterie, en utilisant des lampes LED, les frais d'entretien seront limités, ce qui permet de réaliser un système relativement bon marché. On pourrait aussi introduire le système de co-génération approvisionné par du biogaz en commun avec les zones de villages agricoles de l'arrière-pays.

#### 5) Toilettes

Il y a beaucoup de villages du littoral sans toilettes, et les habitants font généralement leurs besoins à un endroit adapté de la côte. On peut penser que dans les petits villages de pêcheurs cela se fait dans la plage d'auto-nettoyage de la nature, mais le débarquement des poissons se fait sur les mêmes plages de la côte, et l'on peut aussi penser à la pénétration des eaux usées dans les puits, ce qui n'est pas souhaitable du point de vue de l'hygiène. Pour améliorer cette situation, il est souhaitable d'étudier la construction de toilettes publiques à des emplacements convenables. Pour cela, il est indispensable d'établir un système de gestion, nettoyage, pompage des toilettes publiques par les habitants.

#### (5) Points à prendre en compte pour l'exécution du plan d'aménagement des infrastructures sociales des villages de pêcheurs

##### 1) Engagement des autochtones dans le projet

Dans les villages de pêcheurs, les anciens des autochtones, qui sont les « gestionnaires des terres » sont une « autorité » traditionnelle. Dans les villages où cohabitent des personnes de diverses ethniques, l'existence des « autorités » (souvent ils ne sont pas pêcheurs) doit être évaluée positivement, même dans le sens d'empêcher l'anarchie. Lors de l'établissement et exécution du projet, leur attention et leur participation sont indispensables. En particulier

pour les projets exigeant l'expropriation de terrains, les premiers partenaires de discussions sont ces notables autochtones, et non pas les pêcheurs concernés ou leurs représentants. De plus, pour les projets à plusieurs secteurs et zones bénéficiaires comme l'aménagement de routes, la collaboration du CRD composés de représentants des notables autochtones est indispensable. En tout cas, si l'on n'omet pas la fourniture d'informations précises et l'obtention des approbations et confirmations pour l'exécution du projet, on peut penser que ces notables ne s'opposeront pas au projet contribuant au développement d'un secteur ou d'une zone.

## 2) Charge des bénéficiaires et propriété

Dans la partie littorale guinéenne, l'aménagement des routes d'accès aux villages agricoles (de pêcheurs) et la construction de forages sont souvent partiellement pris en charge par les bénéficiaires sous forme de fourniture de contribution monétaire, de travail ou de matériaux. Les réparations par la suite aussi sont effectuées par les bénéficiaires, le CRD jouant le rôle central pour les routes, ou un comité de gestion du secteur étant créé pour les forages. Autrement dit, le « principe de la prise en charge par les bénéficiaires » est aussi enraciné chez les habitants des villages agricoles, ce qui représente un grand potentiel au niveau du développement. Pour soutenir cette orientation, et ne pas se placer en contradiction avec l'approche d'autres donateurs, la participation des bénéficiaires sera introduite d'une manière ou d'une autre pour la réalisation de ce projet.

#### **4-3-4 Plan de développement de la pêche continentale**

Les 4 principaux problèmes de la pêche continentale en Guinée se résument comme suit, conformément au Chapitre 3 « Etat actuel de la pêche artisanale ».

- (1) Les pêcheurs n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour s'approvisionner en équipements et matériaux de pêche.
- (2) Les lieux de production (campement) sont éloignés, et comme les pêcheurs se déplacent, l'aménagement d'un réseau fixe de distribution est difficile.
- (3) La saisie de l'état des ressources fluviales est impossible.
- (4) Les fleuves servant de pêcheries sont ensablés.

Dans ce Schéma directeur, nous proposons trois projets avec comme année cible 2010 pour ces quatre points ci-dessus.

##### **(1) Projet d'augmentation du revenu des pêcheurs**

###### **Contexte**

Puisque les pêcheurs de la pêche fluviale ne peuvent pas acheter les engins de pêche nécessaires, ils n'attrapent pas assez de poissons, à savoir ils ne peuvent pas acheter les engins de pêche nécessaires manque du revenu suffisant, ce qui constitue un cercle vicieux. Le fait que pendant la saison sèche ils quittent leurs villages pour aller travailler ailleurs en Guinée Forestière ou en amont des fleuves est un des moyens qui leur permet de résoudre ce problème. Mais les ressources permises ne sont pas en général abondantes dans les fleuves au bord desquels ils vont travailler, et si beaucoup des pêcheurs se réunissent tout ensemble, il y a un risque important d'épuisement des ressources elles-mêmes. Par ailleurs, il faut suffisamment d'engins de pêche pour aller « travailler ailleurs », disent les pêcheurs. Mais de quelle manière pourraient-ils attraper suffisamment de poisson, et ainsi obtenir un revenu suffisant près de leurs villages ? La réponse à cette question est déjà trouvée dans presque toutes les préfectures de Guinée Forestière. A savoir, le cumul agriculture et pêche.

###### **Objectifs**

Ce Projet propose non pas la conversion en agriculteurs des pêcheurs, mais laisse les pêcheurs rester des pêcheurs dans l'avenir. Le revenu de l'agriculture n'est là que pour compléter le revenu de la pêche, elle est indispensable pour l'approvisionnement stable en engins de pêche. L'option de réduire le nombre de pêcheurs ne semble pas réaliste, mais le cumul avec l'agriculture fait diminuer l'effort de pêche de chaque pêcheur, et laisse espérer un effet de maintien ou rétablissement des ressources fluviales à long terme.

###### **Contenu du projet**

Ce Projet prévoit la fourniture d'engins de pêche pour faire augmenter le revenu de la pêche sur leur propre profession, mais en parallèle, des vulgarisateurs agricoles assureront le soutien sur le plan technique et des équipements et matériaux. Une étude devra être faite pour définir de quelle manière distribuer les outils agricoles, les graines, les fumiers aux pêcheurs, et le faire de manière gratuite ou payante, mais il faut d'abord établir un système d'ensemble, sur discussion entre le Ministère de l'Agriculture, Elevage et Forêts et le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, pour donner des directives techniques en faisant visiter les villages de pêcheurs aux vulgarisateurs agricoles. En même temps, dans une perspective à long terme, il faudra étudier un système de microfinancement pour la pêche, afin de permettre aux pêcheurs de s'approvisionner de manière stable en engins de pêche.

## (2) Projet d'aménagement d'un réseau de distribution halieutique

### Contexte

Les pêcheurs de la pêche fluviale pratiquent généralement une pêche migratoire en vivant dans des camps, comme indiqué plus haut. C'est pourquoi il n'y a pas de débarcadères fixes pour la pêche fluviale, ce qui signifie qu'il est aussi difficile d'aménager les installations nécessaires. De plus, les marchés de poisson qui correspondent à l'aval du réseau de distribution ne disposant pas d'infrastructures sociales comme l'alimentation en électricité, il n'y a pas d'installation permettant le maintien de la fraîcheur des captures. Bien que les habitants de l'intérieur aiment le poisson frais de fleuve, il est obligé de fumer les poissons capturés aux campements loin de marchés et les captures excessives.

### Objectifs

Dans la situation limitative de non-aménagement des infrastructures sociales, le présent Projet propose de fournir aux habitants les captures limitées de la pêche fluviale en plus grand nombre, de manière plus stable et à bas prix par le biais de l'aménagement d'infrastructures de distribution qui profiteront un tant soit peu aux pêcheurs, mareyeurs et consommateurs, sous les directives techniques du personnel des directions préfectorales vis-à-vis des pêcheurs et mareyeurs concernant le maintien de la fraîcheur et la gestion sanitaire du poisson.

### Contenu du Projet

#### 1) Introduction de cages flottants

L'emploi de cages flottants est estimé prometteur comme équipement à emporter au moment de déplacement aux campements qui ne peuvent pas conserver le poisson frais. Ils sont à l'origine prévus pour les silures, qui sont des poissons très résistants, et même si les poissons subissent quelques blessures, ils n'en meurent pas, et aussi pour les pélagiques comme tilapia et labéo etc., qui, s'ils ne subissent pas de blessures mortelles au moment de la capture, peuvent ainsi rester en vie jusqu'à l'arrivée des mareyeurs.

#### 2) Aménagement de caisses à poisson isothermes et d'entrepôts pour poissons fumés sur les bases de distribution

Les captures sont transportées au village le plus proche du campement par les mareyeurs ou les femmes des pêcheurs. Ils sont alors divisés pour la consommation dans et hors du village; ceux prévus pour la consommation hors du village sont provisoirement stockés sur place, et il faut décider de leur mise ou non dans le réseau de distribution compte tenu de l'offre et de la demande sur les marchés voisins et de l'évolution des prix. Sur plusieurs bases de distribution, il est important d'aménager des installations simples de maintien de la fraîcheur et/ou d'ajustement des expéditions, telles que caisses à poisson isothermes, réfrigérateurs au gaz, entrepôts pour poissons fumés etc. pour limiter au minimum les pertes de distribution et les variations de prix des captures.

#### 3) Aménagement de marchés de poisson sur des grands lieux de consommation

Les marchés de poisson des principales villes de l'intérieur sont presque tous en plein air, sans évier ni robinets pour laver les captures, sans système d'alimentation/évacuation en eau, et les poissons sont vendus (à l'état sec) aux consommateurs avec des mouches dessus, dans des conditions très insalubres. Pour améliorer cette situation, il est souhaitable d'aménager des marchés bien aérés, à l'abri des rayons du soleil. Parallèlement, les employés des directions préfectorales sensibiliseront et donneront des conseils techniques aux femmes venues pour vendre les captures au marché sur la manipulation hygiénique des captures.

#### 4) Mise en place de petites fabriques de glace et d'entrepôts frigorifiques

Même les principales villes de l'intérieur du pays ne sont pas alimentées en électricité 24 heures sur 24. Les SONIT et COTRAG, sociétés privées s'occupant de la distribution/vente de poissons congelés importés disposent de groupes électrogènes pour alimenter leurs entrepôts frigorifiques, mais des difficultés au niveau de la rentabilité sont à craindre pour les installations publiques. L'emploi de l'alimentation électrique à l'énergie solaire, qui se diffuse depuis quelques années dans le domaine de l'alimentation en eau des villages, sera étudié. L'investissement initial est important pour l'énergie solaire, mais l'alimentation électrique peut se faire par la suite avec des frais d'exploitation et un entretien pratiquement nuls. Comme l'énergie fournie n'est pas abondante, les systèmes solaires ne sont pas adaptés aux grandes installations, mais devraient être suffisants pour la distribution des produits halieutiques dans l'intérieur du pays. La glace requise pour la distribution ne sera pas seulement utilisée sur les marchés, mais aussi pour les caisses à poisson isothermes mises en place sur les bases de distribution, ce qui laisse espérer un effet de conservation au froid par la glace jusqu'à une étape plus en amont du réseau de distribution.

#### 5) Containers isothermes pour le transport des captures

Pour emporter les captures au marché tout en maintenant leur fraîcheur, on passera des enveloppes tricotées en fibre de raphia (sorte de palmier) traditionnelles actuellement utilisées aux boîtes en styrofoam de plus en plus employées pour l'exportation des poissons à Conakry. Combinées avec la glace pour la distribution précitée, la portée de la distribution du poisson frais augmentera considérablement, et plus de poisson frais sera fourni sur les marchés.

### (3) Projet de promotion de la pêche de type gestion des ressources

#### Contexte

Aucune étude scientifique n'ayant été faite sur le cours d'eau du fleuve Niger, le volume capturable n'est pas clair. De plus, les pêcheurs n'ayant pas l'habitude d'utiliser des balances, et en l'absence de système commun dans les préfectures de collecte et d'analyse des statistiques halieutiques, il n'existe pas de chiffres précis pour les captures réelles.

#### Objectifs

Dans ce Projet, on promouvra la pêche de type gestion des ressources à long terme par la mise en place d'un système de collecte et classement des données statistiques sur les captures, aussi bien du point de vue des ressources humaines que du point de vue matériel.

#### Contenu du projet

##### 1) Harmonisation des méthodes de collecte et d'analyse des données statistiques sur les captures

Les méthodes de collecte et d'analyse des données statistiques sur les captures actuellement laissées au jugement de chaque directeur préfectoral seront harmonisées. Par exemple, actuellement dans la préfecture de Kankan, le volume de captures par engin de pêche est calculé sur la base des données accumulées sur de longues années, et en multipliant le nombre d'engins, on obtient le volume de captures dans toute la préfecture. Dans la préfecture de Mandiana, on obtient le volume de captures de toute la préfecture en multipliant les données locales collectées de manière aléatoire par le nombre de jours et/ou le nombre de pirogues, ce qui donne une évaluation très minimaliste. Concrètement, il faut que la DNPCA et le CNSHB établissent ensemble une méthode harmonisée et la fassent appliquer par chaque

direction préfectorale.

2) Formation d'une base de données des données de chaque préfecture

Pour contrôler à long terme les données collectées par cette méthode harmonisée, il est nécessaire d'établir une base de données informatisée des données sur la plateforme commune des différentes préfectures. Le système informatique requis pour cette formation sera installé à chaque direction préfectorale par le ministère, et les directives pour son emploi seront données au directeur préfectoral ou à l'agent statistiques.

3) Etablissement et mise en application d'un système légal s'appuyant sur les données statistiques

Pour maintenir et/ou augmenter le stock actuel en ressources, il faudra établir un système légal concret, tel que réglementation des maillages, réglementation des pêcheries, réglementation des périodes de pêche, etc. conformément aux données accumulées en commun avec le CNSHB. A ce moment-là, il ne faut pas seulement s'appuyer sur des données scientifiques, mais prendre aussi suffisamment l'avis de l'administration et des pêcheurs eux-mêmes. La mise en place seule d'un système légal n'apportera rien. Il est nécessaire de dialoguer avec les pêcheurs et de leur donner des directives nécessaires pour qu'ils respectent le système.

4) Mise en place d'un système d'enregistrement des pirogues

Un pas en avant sera fait par rapport au système de licence de pêche actuellement utilisé. Au moment du paiement des droits de licence de pêche, les pirogues seront introduites dans la base de données des numéros de pirogue, propriétaires, méthodes de pêche, lieu d'enregistrement etc., et des numéros seront apposés sur les pirogues. Cela permettra non seulement d'utiliser les données sur le nombre de pirogues nécessaires à la gestion des ressources, mais aussi de facilement reconnaître les pirogues en infraction lors des activités de surveillance.

5) Promotion de l'organisation des pêcheurs et de l'alphabétisation

Le dialogue entre la direction préfectorale et les pêcheurs est essentielle dans la série d'activités précitée. Il n'est pas facile de faire assimiler la notion de pêche de type gestion des ressources aux pêcheurs ordinaires, aussi, d'abord, par l'intermédiaire du dialogue avec les associations de pêcheurs, on passera aux pêcheurs un par un, et prendra des mesures qui bénéficieront à l'ensemble des pêcheurs. Pour cela, l'organisation des associations devra être renforcée et la capacité de compréhension de chaque pêcheur devra être aussi élevée. Les associations de pêcheurs ont jusqu'ici servi de récepteur pour l'aide, et beaucoup ont été constituées sur demande de l'administration. Dans l'avenir, des activités de sensibilisation seront exécutées au niveau des pêcheurs et des employés des directions préfectorales pour que les pêcheurs adhèrent individuellement aux associations.

(4) Mesures pour le désensablement du lit fluvial

Contexte

Le sable s'accumule petit à petit dans le cours principal du fleuve Niger et dans le cours inférieur de ses affluents, et les zones profondes, habitat des poissons, disparaissent petit à petit. Il y a des emplacements tellement ensablés que la traversée du cours d'eau est possible à pied en période d'étiage, et en considérant une longue période de 50 ou 100 ans, c'est un problème très inquiétant. La raison de cet ensablement est en un mot la perte de la force de

maintien des sols des bassins versants. Pourquoi ont-ils perdu cette force de maintien ? Plusieurs causes directes comme l'abattage des forêts du bassin versant, des techniques agricoles inadaptées et inefficaces, l'excavation d'argile pour la production de briques sont envisageables. Ce sont toutes des activités économiques des habitants du bassin versant, qu'il est nécessaire de réglementer pour assurer le rétablissement à long terme des conditions saines des fleuves et pour les maintenir bonnes.

### Objectifs

Le dragage du fleuve ensablé permettra de rétablir la profondeur d'eau, mais n'aura qu'un effet temporaire. Après la période d'inondation, du sable sera certainement de nouveau accumulé dans le lit fluvial. Comme verser de l'eau dans un sac troué ne sert à rien, il faut donner la priorité à l'arrêt de l'écoulement de sable pour éliminer le sable.

### Contenu du projet

Pour maintenir la configuration du fleuve, il y a 2 points importants : maintenir les rives et maintenir le sol du bassin fluvial. Pour maintenir les rives, il faut proposer des activités économiques de remplacement et des sites de remplacement aux briquetiers travaillant en utilisant les rives et aux agriculteurs ayant défriché jusqu'au bord de l'eau, et par le biais d'activités de sensibilisation leur demander de s'éloigner autant que possible du fleuve.

Ensuite, la zone est très large aussi pour les sols du bassin versant, où habitent des gens de classes sociales et groupes socioprofessionnels divers. Mais le principe est de ne pas couper inutilement des arbres, et de ne pas brûler inutilement les champs. Même en alléguant la loi interdisant l'abattage des arbres, il n'en sera pas tenu compte si les conditions de la vie quotidienne le réclament. Il est essentiel de faire comprendre l'importance de la sauvegarde des sols aux habitants du bassin versant par l'amélioration de leur cadre de vie et des activités de sensibilisation. Le reboisement doit plutôt être fait en dernier, après avoir obtenu la compréhension des habitants.



#### **4-3-5 Plan de développement de la pisciculture**

En Guinée, la pisciculture est pratiquée sous forme de pisciculture maritime et en eau saumâtre dans la zone littorale, de pisciculture sur étangs et lacs dans la zone de Fouta Djallon en Moyenne Guinée, de pisciculture sur étangs saisonnière sur plaine d'inondation du fleuve Niger en Haute Guinée, et de pisciculture sur étangs et retenue d'eau en utilisant les bas-fonds en Guinée Forestière. C'est ainsi un pays à bonnes conditions pour la pisciculture, qui est possible sous diverses formes dans tout le pays. Mais comme les capacités techniques et budgétaires actuelles du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture sont limitées, la priorité de développement est donnée à la Guinée Forestière qui présente le potentiel le plus élevé, et une stratégie de développement concernant des régions et techniques limitées est appliquée. Mais il est nécessaire d'établir un plan de développement à long terme, non seulement en développant la pisciculture en Guinée Forestière avant les autres régions, et en assurant une production régionale de la pisciculture permettant le développement des autres régions sur la base de cette expérience, mais en mettant en place une période d'accumulation des techniques pour l'établissement des bases du développement de la pisciculture dans tout le pays.

Comme déjà indiqué plus haut en « 3-3. Pisciculture continentale (Situation) » et « 4-2-4. Guinée Forestière (structure de développement par région) », beaucoup des conditions naturelles, économiques et sociales de la Guinée Forestière sont adaptées à la pisciculture, mais la notion de « pisciculture », à savoir élevage du poisson, n'existe absolument pas dans l'agriculture traditionnelle ; la production annuelle réelle se limite à un très faible 20 t à cause du manque de ressources humaines et d'installations gouvernementales pour vulgariser les techniques de la pisciculture. Dans l'avenir, pour concrétiser la possibilité élevée de la Guinée pour la pisciculture, il faudra d'abord bien examiner les ressources de développement naturel, social et les ressources humaines actuelles du pays, et rechercher un développement de la pisciculture réaliste et adapté aux conditions locales. Pour un domaine nouveau comme la pisciculture, la stimulation de l'étranger est indispensable, et une orientation de développement, s'appuyant sur la situation actuelle et centrée sur les points ci-dessous, est recommandée.

- (1) Utilisation efficace des ressources de développement existantes dans le pays :  
Harmonisation avec le développement agricole

Alors que le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture a affecté un seul Coordinateur de zone chargé de 6 préfectures, le Ministère de l'Agriculture, Elevage et Forêts a affecté 258 vulgarisateurs agricoles en Guinée Forestière pour la vulgarisation des techniques agricoles. Vu la structure et le budget actuels du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, ses activités indépendances de vulgarisation de la pisciculture en Guinée Forestière ont des limites. Il semble réaliste que les vulgarisateurs agricoles suivent des stages pour apprendre la pisciculture, puis qu'ils vulgarisent la pisciculture dans les villages. Par ailleurs, dans le domaine agricole, le développement agricole des bas-fonds a commencé depuis les années 1980, et des infrastructures, comme les routes d'accès, sont aménagées dans les zones de développement. Il est facile de se procurer du son de riz, aliment essentiel pour la pisciculture, dans les bas-fonds où la riziculture a été développée. De plus, pour la sélection des zones objets du développement, une étude des conditions socio-économiques telles que possession des terres et état des infrastructures est indispensable, mais si le développement agricole a plus avancé, les informations accumulées sur cette zone sont utilisables, ce qui permet de réduire les possibilités de l'apparition des problèmes et échecs. Le développement de la

pisciculture dans la région où l'agriculture est déjà développée présente l'avantage de pouvoir utiliser des infrastructures et informations communes en tant que deuxième développement. Les points indiqués ci-dessus sont les relations avec l'agriculture, mais en général, quand de nouveaux investissements sont demandés en nécessité dans le développement de la pisciculture, on vérifie l'état de développement premier dans les autres domaines en relation, ce qui permet de réduire l'investissement en évitant les gaspillages et chevauchements par utilisation commune des ressources humaines et matérielles disponibles.

Bien que les ressources humaines et les installations de base pour le développement de la pisciculture dans le cadre du Développement national de la pisciculture soient très limitées dans le pays, on observe aussi un effort insuffisant au sein du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture pour utiliser au minimum ces ressources limitées, par exemple par le fait que les installations piscicoles construites aux environs de Mamou ne sont pas pleinement utilisées, les ressources humaines compétentes ayant suivi des stages à l'étranger ne déploient pas suffisamment leurs compétences dans le développement de la pisciculture du pays. Tout en assurant la collaboration avec des organismes hors ministère, il est indispensable d'unifier les activités de pisciculture au sein du ministère et d'assurer une coopération pratique entre les différentes sections de direction concernées.

(2) Formation des ressources humaines : Création d'un nouveau Centre pour le développement de la pisciculture et accumulation des techniques de pisciculture dans le pays

Le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture doit assurer la formation de techniciens nationaux, leaders du développement de la pêche dans le pays, et s'assurer leur coopération en grand nombre. La pisciculture n'est pas incluse dans les activités économiques traditionnelles des villages agricoles de Guinée, et il est recommandé d'introduire les techniques requises de pays en avance dans ce domaine, par exemple les pays d'Asie ou bien de la Côte d'Ivoire voisine. Un Centre pour le développement de la pisciculture doit aussi être créé pour exécuter des essais d'adaptation sur les techniques importées et le développement de techniques appropriées. En dehors de ses fonctions de développement technique, ce centre sera également doté d'installations pour stages de pisciculture, tels qu'étangs d'essai, et assumera un rôle de contribution central pour la vulgarisation rapide dans le pays des techniques développées.

Il est souhaitable que l'exploitation du Centre se base sur la production et la vente d'alevins pour la pisciculture. La production d'alevins est au cœur des techniques de pisciculture, et une fois les techniques de production d'alevins du centre consolidées, l'accumulation des techniques parmi les employés du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture sera possible pour effectuer les stages techniques des vulgarisateurs agricoles. De plus, comme il y a une demande privée pour les alevins de pisciculture, et qu'en particulier, les alevins de silures, poissons qui respirent l'air et se vendent vivants, se vendent à prix élevé, le Centre pourra assurer son exploitation financière de manière autonome sur le montant des ventes de la production/vente d'alevins, ce qui réduira la charge budgétaire du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, et rendra possible le fonctionnement stable et permanent du Centre. Au contraire, sur le plan de l'exploitation, il est souhaitable de concevoir et de construire un centre de dimensions permettant l'autonomie budgétaire.

### (3) Utilisation d'excellentes conditions naturelles: Développement de la pisciculture dans les bas-fonds

La présence de bas-fonds rend la Guinée Forestière particulièrement adaptée au développement de la pisciculture. Les bas-fonds où les conditions naturelles de pente, précipitations et températures modérées s'additionnent, constituent une forme topographique facilitant la création d'étangs piscicoles dans les vallées de la Guinée Forestière. Deux types de pisciculture ont été pratiqués par les pionniers de la pisciculture en Guinée Forestière: la pisciculture de type individuelle s'appuyant sur plusieurs petits étangs et la pisciculture extensive utilisant un grand barrage. Le projet d'étude récent de la SOGUIPAH de Diéké a contribué au développement de ces deux formes de pisciculture. Pour le développement de pisciculture en Guinée Forestière, il est recommandé que le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture étudie la modélisation<sup>5</sup> et la vulgarisation de la pisciculture sur les bas-fonds en se référant au projet SOGUIPAH. L'accumulation des techniques de développement de pisciculture sur les bas-fonds, qui seront spécifiques à la Guinée, sera la clé du développement de pisciculture qui devra suivre dans d'autres régions à l'avenir.

### (4) Insistance sur les techniques de production traditionnelles : Etude de la Pêche Collective

En Guinée Forestière, la Pêche Collective désigne la pêche saisonnière traditionnelle effectuée par les pêcheurs au plus fort de la saison sèche. L'interdiction de pêche est respectée tout au long de l'année sur les plans d'eau, sauf un jour par an, ce qui permet de dire que la Pêche Collective est la pratique traditionnelle de la « gestion des ressources » par gestion artificielle des ressources en poisson. Cette pratique de la pêche une fois par an seulement par un plan d'eau, revêt une grande signification politico-sociale pour la société villageoise, bien au-delà de la simple activité économique qu'est la pêche, et n'a pas été prise en compte jusqu'ici dans les activités du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture. Pourtant, les plans d'eau isolés saisonnièrement subsistant en avril-mai, au point culminant au plus fort de la saison sèche, sont sans exception utilisés pour la Pêche Collective, et non seulement par les pêcheurs, mais par 80% de la population des habitants, il montre clairement qu'il s'agit d'une activité de pêche importante en tant que moyen d'obtention des protéines pendant la saison sèche pour la population de Guinée. Comme presque tous les habitants des régions agricoles participent plusieurs fois aux Pêches Collectives pendant la saison sèche, cela montre que cette faible augmentation des captures a une grande influence sur la consommation des habitants. Actuellement, la Pêche Collective est pratiquée en s'appuyant seulement sur la technique de gestion des ressources négative qu'est l'interdiction de pêcher. Dans l'avenir, il sera possible de développer la Pêche Collective en appliquant des techniques de gestion des ressources actives comme la gestion de l'apport fertilisant organique sur les plaines d'inondation, la création de lieux de frai et d'abris pour les alevins, la modification artificielle de la composition des espèces, et il est recommandé d'assurer la formation pour ce développement en tant qu'objet de la pêche. Le CNSHB inclut dans son personnel des docteurs en ichtyologie et en biologie aquatique, et le Ministère dispose de personnel compétent pour les études de gestion des ressources nécessaires à la Pêche Collective. Face à l'avancement de l'étude, il est souhaitable de s'intéresser à des techniques applicables directement liées à la production, plutôt que de se concentrer sur l'intérêt scientifique.

---

<sup>5</sup> Le spécialiste de l'IRD, Hem Saurin, a modélisé la pisciculture sur les bas-fonds en 4 étapes, allant du type simple avec étang obtenu par talus, et en ajoutant petit à petit des éléments artificiels (augmentation du niveau d'apport fertilisant) a finalement créé un type de complexe d'étangs piscicoles sur l'ensemble du bas-fonds, et recommande le développement échelonné.

Ensuite, en tenant compte des 4 points précités, voici l'orientation concrète pour l'établissement du plan de développement de la pisciculture. La pisciculture, qui est pratiquée de manière spontanée en Guinée Forestière, présente une double orientation technique différente : vente du poisson frais dans les zones à forte densité de population « pisciculture-entreprise individuelle » et vente du poisson frais dans les zones à faible densité de population, mais importance pour la consommation domestique du producteur « pisciculture sur retenue d'eau ». Il y a aussi des types intermédiaires, mais pas de ligne de démarcation claire ; mais pour la vulgarisation de la pisciculture, il est important de différencier ces deux concepts de la pisciculture. Régler les problèmes en supposant des formes typiques, et établir un manuel pour chaque type permettra de donner aux vulgarisateurs agricoles sans base ni expérience de la pisciculture et aux agriculteurs des directives techniques de manière efficace et planifiée. De plus, les problèmes de chacun de ces développements deviendront clairs en précisant les différences entre les deux.

« La pisciculture-entreprise individuelle » est rentable. Si l'environnement pour effectuer la pisciculture est aménagée, les motivations économiques provoqueront naturellement sa vulgarisation. Il y a déjà quelques pisciculteurs pionniers dans chaque ville qui ont commencé l'exploitation. Les obstacles qu'on peut citer pour la pisciculture sont la difficulté d'obtention des alevins, l'inquiétude sur l'adaptation du site et le manque de connaissances pour la construction des étangs piscicoles (vulgarisation insuffisante des connaissances techniques en général). Le son de riz étant disponible en abondance, il y a une grande marge pour les améliorations, et il est très peu probable qu'il y ait un problème d'insuffisance d'alimentation dans l'immédiat. Ordinairement, si l'on fait passer l'information de récolte par bouche à oreille, il est possible de prendre le poisson sur les bords de l'étang et de le vendre sur place, et comme l'approvisionnement du marché est insuffisant, si on élève du poisson, il y a peu de problèmes pour le vendre. Par conséquent, on peut dire que la production d'alevins et la vulgarisation des techniques sont des éléments importants indispensables à la promotion du développement. Depuis 1999, l'AFVP a commencé des activités du projet pilote pour vulgariser cette pisciculture de type entreprise, et les résultats à venir sont attendus. Mais l'inquiétude pour le soutien technique existe aussi parce qu'on n'a pas d'installations piscicoles propres. Il est difficile de prendre les mesures réalistes à l'impossibilité de l'approvisionnement en alevins, et de résoudre en faisant des essais sur l'étang réel, les problèmes techniques auxquels on s'est heurté lors de la vulgarisation. Non seulement pour le projet AFVP, et même si les vulgarisateurs agricoles commencent la vulgarisation de la pisciculture, les mêmes problèmes apparaîtront. Pour résoudre ces problèmes techniques, un Centre de développement de la pisciculture géré par le gouvernement, qui sera au cœur du développement de la pisciculture, doit être créé.

La « pisciculture sur retenue d'eau » plus extensive est importante pour le producteur pour son apport en protéines, les motivations économiques sont moins fortes que pour la pisciculture-entreprise individuelle. C'est une activité réalisée par des défavorisés socio-économiques dans les villages agricoles; comme il faut un fonds substantiel pour construire un grand barrage au départ, si l'on ne dispose pas d'une aide financière, le développement seul semble difficile. Alors que la pisciculture-entreprise individuelle a pour consommateurs des personnes économiquement puissantes qui peuvent acheter du poisson (salariés comme les fonctionnaires), qui s'il n'y a pas de poisson achètent de la viande à la place, la pisciculture sur retenue d'eau est une activité de personnes qui ne disposent pas de source de protéines autre que les poissons qu'ils élèvent, c'est pourquoi le second bénéficie plus de la vulgarisation que le premier. Dans une perspective longue, l'amélioration de l'état nutritionnel des habitants stimulera les zones de villages agricoles, et l'octroi ou non l'aide publique ne devrait pas se

décider sur la base de la comparaison du profit de l'investissement à court terme. Heureusement, la Guinée dispose d'une méthode de multiplication du poisson traditionnelle dite Pêche Collective, une coutume selon laquelle la production des étangs naturels n'est pas la propriété d'un individu, mais de tous les habitants du village. Les familles qui ont géré un même étang sur plusieurs générations par héritage ont accumulé beaucoup de connaissances pratiques. La gestion des ressources n'est pas un problème qu'on peut résoudre simplement par des connaissances sur la biologie, l'implication dans la société villageoise est un élément important, et sans de telles connaissances et techniques pratiques, on ne peut pas espérer de bons résultats. Comparée à la Pêche Collective, la pisciculture sur retenue d'eau exige une gestion plus artificielle, mais l'insertion de l'élément de la Pêche Collective, de nature plus sociale, laisse espérer une augmentation du taux de réussite du projet. Le développement devrait être encouragé en considérant l'exploitation de la pisciculture sur retenue d'eau non pas comme une activité à gérer individuellement, mais à gérer par la collectivité villageoise traditionnelle. De plus, des retenues d'eau assez grandes doivent être choisies, et même avec des entrées de fertilisation et apport fertilisant relativement réduites, il faudra faire en sorte que tous les habitants profitent du poisson produit.

Pour résumer ce qui précède, nous conseillons d'appuyer le développement de la pisciculture continentale en Guinée sur les 4 piliers suivants :

- 1) Utilisation efficace des ressources déjà exploitées du pays : Concrètement, utilisation des installations et ressources humaines en harmonie et collaboration avec les plans de développement de l'agriculture qui précèdent, et utilisation pratique des ressources humaines et des installations du ministère
- 2) Formation des ressources humaines et accumulation des techniques : Introduction des techniques étrangères avancées et formation des ressources humaines et accumulation des techniques dans le pays. Le Centre de développement de la pisciculture est nécessaire parce qu'il sera au cœur de ces activités.
- 3) Utilisation des excellentes conditions naturelles : Pour la Guinée Forestière dont le développement est prioritaire, la disposition des bas-fonds à la pisciculture devrait être utilisée.
- 4) Insistance sur les techniques de production traditionnelles : L'inclusion de méthodes scientifiques nouvelles dans les techniques de production traditionnelles enracinées dans le mécanisme social rendra possible un développement adapté aux conditions locales.

En considérant ces quatre points pour la pisciculture-entreprise individuelle et la pisciculture sur retenue d'eau réalisées en Guinée Forestière, le premier, qui arrange l'environnement économique, fera que plus de candidats commenceront des activités de pisciculture, alors que pour le second, il sera bon d'adopter une politique qui en fasse le moteur central pour que la concurrence libre sur les marchés entre les entreprises pousse au développement de commerce de la pisciculture. Dans l'immédiat, cela commencera par l'augmentation de la production d'alevins et l'élargissement des activités de vulgarisation de la pisciculture. Pour le second, vu que les effets sociaux bénéfiques dans la zone agricole sont importants, il est bon d'adopter une politique à long terme pour que les effets du développement puissent être appréciés également et largement. L'introduction de l'élément de la Pêche Collective, méthode de pêche traditionnelle, dans cette conception de la pisciculture par apport fertilisant moderne, va dans le sens de cette orientation.

#### **4-3-6 Plan d'éducation et de formation des pêcheurs**

L'éducation-formation des pêcheurs en vue du développement de la pêche artisanale peut se diviser en deux catégories : éducation générale directe des pêcheurs artisanaux et éducation pour la formation de vulgarisateurs et chercheurs. Nous étudierons ici les parties en relation directe avec le développement de la pêche artisanale.

##### **(1) Exécution d'ateliers par tournée pour l'éducation générale des pêcheurs artisanaux**

Comme il n'est pas réaliste de faire participer des pêcheurs artisanaux dont les sorties quotidiennes constituent la base de revenu à des stages de longue durée, nous étudierons l'exécution d'ateliers thématiques de type instructions par tournée sur stages pratiques de 2 à 5 jours. Selon la teneur des stages, leur réalisation en salle pendant la saison des pluies semble constituer la charge la plus faible.

La diffusion des techniques de fumage efficaces par la version populaire du four amélioré déjà vérifiées, le traitement du poisson à bord après la capture, les techniques de transformation par exemple la pâte de poisson, la pêche à la nasse et la pêche de la seiche, le développement de nouvelles méthodes de pêche comme le pot à poulpe etc. pourraient être des thèmes de stage.

L'examen de vérification par étude des possibilités sera l'élément de base pour certains de ces stages, mais un transfert technologique efficace par délégation de spécialistes de courte durée sous forme d'étude conjointe directement avec les pêcheurs ou les coopératives de pêcheurs est aussi envisageable. En assistant aux stages, le personnel du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture pourra bénéficier de la formation sur le tas (Se référer au plan d'affectation de vulgarisateurs dans les villages de pêcheurs plus loin).

##### **(2) Formation de vulgarisateurs, formateurs et chercheurs**

Comme indiqué plus haut, en formant des leaders des pêcheurs, on formera des personnes qui deviendront des leaders des coopératives de pêcheurs, ainsi que des ressources humaines pour la vulgarisation des nouvelles techniques. Il faudra améliorer les compétences des formateurs et chercheurs de manière planifiée par des études à l'étranger pour les chercheurs du CNSHB, et les formateurs du Centre de Formation Professionnelle Maritime (CFPM), et des échanges de personnels et d'études avec les autres pays d'Afrique Occidentale.

##### **(3) Emploi du Centre de Formation Professionnelle Maritime**

Le CFPM de Conakry est prévu pour le développement de la pêche industrielle (partiellement la pêche artisanale). Au moment de sa création, on espérait du gouvernement de bons offices pour l'embauche dans des sociétés de pêche possédant des bateaux de pêche industrielle, mais actuellement, il est devenu difficile de travailler pour une société de pêche, et moins de 10% des élèves y trouvent du travail après leurs études. Avec la décentralisation, l'autonomie financière est aussi requise, et une restructuration vers des formations pratiques basées sur l'orientation économique et le plan de développement de la pêche de la Guinée est jugée nécessaire.

Nous proposons de revoir la formation de 3 ans sur trois matières ordinaires (navigation, machines, construction navale) et d'étudier l'introduction de formations courtes d'un mois environ répondant aux besoins. On peut penser à des formations courtes pour la formation de leaders de la pêche artisanale, par exemple fabrication d'engins de pêche, transformation,

distribution des produits halieutiques et économie, gestion de ménage de pêche et de coopérative etc. et l'éducation générale telle qu'alphabetisation etc. pourrait aussi être incluse. Ce centre pourrait aussi être activement utilisé pour les stages du personnel du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture.

(4) Utilisation active du Centre de formation professionnelle pour les femmes et enfants par le Ministère des Affaires Sociales

Le Ministère des Affaires Sociales dispose déjà d'un Centre de formation professionnelle pour les femmes et enfants qui est opérationnel. Mais actuellement, les matières enseignées sont principalement la couture, la broderie, la teinture et la fabrication du savon, et rien pour la transformation du poisson. Nous proposons de créer des matières comme techniques de transformation du poisson et gestion sanitaire, dans ce Centre. Nous proposons aussi une formation pour l'amélioration des techniques spécialisées pour des personnes travaillant déjà dans le secteur de la pêche, et une formation ouverte au grand public contribuant au développement de la consommation de poisson et au secteur de la restauration. L'alphabetisation et le calcul seront inclus dans chaque formation. Il semble peu réaliste de réaliser une formation par fréquentation du Centre de formation professionnelle pour des personnes actives disposant de peu de temps, et pour ce genre de personnes, on pourra penser à des cours intensifs pendant les congés dans la formation annuelle, en fonction des instructeurs et du cycle de vie, ou des cours du soir toute l'année.

(5) Emploi du système éducatif par groupement

La Direction de l'Alphabetisation du Ministère de l'Education a mis en place un système complémentaire par unités d'alphabetisation pour répandre l'alphabetisation, et de groupements à activités d'alphabetisation combinant la formation professionnelle. Dans les zones ne disposant pas du Centre de formation professionnelle de (4) (il n'y a pas de centre dans la zone concernée, son programme ne correspond pas aux besoins de la vie quotidienne), ce système pourra être appliqué pour l'apprentissage des techniques de transformation du poisson, en particulier le fumage, et l'alphabetisation-apprentissage du calcul. Il arrive souvent que les ONG sur place s'occupent de l'alphabetisation-apprentissage du calcul. Il y a eu des cas où des instructions pour le fumage ont été données dans ce cadre dans le passé, mais pour les techniques de transformation, on pourra aussi recourir à la délégation d'instructeurs par le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, ou bien demander à un ONG s'occupant de la transformation du poisson.